

(N° 391)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1920.

Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DELVIGNE.

MESSIEURS,

Des 117 membres qui ont pris part aux travaux des sections, 89 ont adopté le projet de loi du gouvernement, 25 se sont abstenus, 3 seulement s'y sont opposés.

Ce résultat dénote l'évolution qui s'est accomplie, dans les faits et dans les esprits, depuis l'époque ⁽³⁾ où MM. Helleputte et Bertrand déposaient les premières propositions de lois tendant à limiter la durée du travail des adultes dans l'industrie.

C'est surtout la grande guerre qui a précipité le mouvement et rendu inévitable la législation actuelle.

En imposant aux masses ouvrières d'immenses sacrifices de sang et de misère, elle leur a ouvert, sur l'avenir, un immense crédit, auquel va s'inscrire le droit politique intégral, et dont l'amortissement graduel ne pourra s'opérer que par l'accession de plus en plus large des travailleurs à l'émancipation sociale, c'est-à-dire à l'égalité des conditions économiques.

(1) Projet de loi, n° 200.

(2) La Section centrale, présidée par M. BERTRAND, était composée de MM. HALLET, TROCLET, DELVIGNE, LEVIE, VAN HOEGAERDEN et BOLOGNE.

(3) 1898

* * *

La première des compensations qui rentrent dans cet ordre, et sans contredit la clef de toutes les autres, est la limitation légale de la journée de travail à huit heures.

Le fait a du reste précédé l'acte législatif.

Il s'agit bien plutôt à l'heure actuelle, d'un enregistrement généralisateur que d'une innovation hasardeuse.

A ne considérer que les industries où des comités paritaires, constitués par le gouvernement, ont établi la journée de huit heures, sans même tenir compte des résultats produits par les sentences arbitrales ou les conventions collectives conclues directement entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers ou entre syndicats ouvriers et chefs d'entreprises, on constate, en effet, que plus d'un demi-million ⁽¹⁾ de personnes bénéficient du régime que le projet de loi tend à instaurer, de telle sorte que, seuls, ceux qui chercheraient, à la faveur de conditions inégales résultant de prestations prolongées, à concurrencer leurs confrères, auraient à se plaindre.

Malgré cet état de choses, néanmoins, les oppositions de principe n'ont pas désarmé.

Elles se sont manifestées de deux façons :

Dans les sections d'abord où, des rares opposants, — ils étaient trois, — l'un s'est déclaré adversaire de la réglementation légale, et un autre s'est retranché derrière la question d'opportunité en invoquant le relèvement du pays.

Par des pétitions ensuite transmises à la Chambre par :

La Chambre de Commerce de Bruxelles ;

La Bourse industrielle de Belgique ;

L'Association du commerce et de l'industrie de l'arrondissement de Liège ;

La Chambre de Commerce de l'arrondissement de Bruges ;

La Chambre de Commerce du Luxembourg belge ;

La Société industrielle d'Eccloo ;

La Chambre de Commerce de Liège.

(1) D'après le recensement décennal de 1910, les industries où la journée de 8 heures est instaurée actuellement comportaient :

Industrie des mines	133,233	personnes.
Id. verrières	29,763	id.
Id. des métaux	227,820	id.
Id. des transports.	83,644	id.
Id. des carrières	46,331	id.
	<hr/>	
	542,839	personnes.

Toutes développent le même thème qui peut ainsi se résumer :

« La loi projetée entravera la reconstitution nationale, affaiblira la position de l'industrie vis-à-vis de la concurrence étrangère ; ira à l'encontre du but poursuivi par ceux qui préconisent l'élévation des salaires ; portera une grave atteinte à la liberté du travail. »

Il suffit de jeter les yeux sur notre activité économique pour mesurer le crédit qu'il faut accorder à l'objection d'après laquelle l'établissement de la journée de huit heures entraverait la reconstitution nationale. Il se réduit à zéro. C'est précisément dans les industries où la journée de huit heures a été instaurée que la production est la plus intense et, il ne nous déplaît pas d'ajouter, que les profits sont le plus élevés. En glacerie, les profits ont atteint des taux à ce point vertigineux qu'ils ont fait scandale. Les prix pratiqués en sidérurgie ont, d'autre part, pris une telle allure qu'on a pu craindre qu'ils entravassent le rétablissement de l'industrie de la construction mécanique et d'autres encore. Quant aux dividendes distribués par les charbonnages, les bilans publiés récemment attestent qu'ils ont dépassé ceux des années les plus plantureuses d'avant-guerre.

La productivité ne se développe pas en raison de la durée de la prestation. Au contraire, plus la journée est longue, moins l'effet utile est conséquent. Dans l'exposé des motifs de son projet de loi ⁽¹⁾ M. Helleputte l'a parfaitement démontré. Après avoir évoqué certaines données caractéristiques établissant que la production par ouvrier, en Angleterre, n'a pas cessé de s'accroître, en dépit des réductions successives de la durée du travail, et constaté une situation analogue en Suisse, il disait :

« Point de réduction non plus dans la production, mais productivité égale en moindre temps, voire accroissement.

» Il est donc établi par des chiffres sur la signification desquels il est impossible de se méprendre, que ce qui se perd en extension de la journée se regagne, et au delà, en intensité du travail. Tout au moins y a-t-il compensation de l'effet utile du travailleur

» Et cela n'a rien d'étonnant. Il n'est pas possible que le travail produit soit proportionné au nombre d'heures, car le travail d'un organisme fatigué ne vaut pas celui d'un organisme frais et dispos. Chacun de nous, consultant sa propre expérience, en sera convaincu.

» Si l'on pouvait tracer d'heure en heure la courbe de l'effet utile d'un ouvrier, on le verrait très probablement aller en montant au début de la journée pendant la période de mise en train, atteindre son maximum, pour descendre, à la fin de la journée, à un minimum d'autant plus faible que la journée a été plus longue. »

Ajoutons que les accidents sont beaucoup plus fréquents au cours des dernières heures que pendant les premières, et que, prolonger au delà de huit

(1) 12 février 1898.

heures, la journée de travail, ce n'est pas seulement en abaisser le rendement, c'est aussi aggraver la proportion des accidents.

On pourrait se demander, d'autre part, si la persistance des longues journées n'eut pas mis obstacle au perfectionnement et à la réfection rapide de l'outillage.

N'est-ce pas l'indolence et la routine, résultant du régime des longues prestations, qui, dans le passé, nous ont tenus dans une large mesure, éloignés des progrès techniques et contraints, comme l'a dit quelqu'un, à ne plus être que les « manœuvres de l'Europe » ?

Quand on constate, d'autre part, à quel degré inférieur de culture notre population ouvrière est rivée — l'instruction obligatoire est à peine établie en Belgique — et qu'on a la moindre notion des nécessités pressantes qui réclament la généralisation de l'enseignement professionnel et, en attendant que cette œuvre de longue haleine soit mise sur pied, tout au moins la diffusion systématique d'un enseignement technique élémentaire, on ne peut s'abstenir de considérer comme indispensable l'application immédiate de la journée de huit heures.

Les adversaires du projet de loi — et de toute loi réglementant les conditions de travail au reste, comme aussi de toute législation frappant les bénéficiaires exceptionnels — font en outre état, des conditions d'infériorité dans lesquelles nous sommes, au point de vue de l'industrie extractive et de l'industrie métallurgique, vis-à-vis de la concurrence étrangère.

La production journalière de charbon, par ouvrier du fond et de la surface réunis, n'atteint en Belgique, dit-on, que . . .	530 kilogrammes
alors qu'elle est en France de	700 id.
id. en Allemagne de	930 id.
id. en Angleterre de	1020 id.
id. aux États-Unis de	3270 id.

C'est ici que, selon l'expression d'un statisticien allemand, il conviendrait d'ouvrir la bouche aux chiffres. Car si les déductions qu'on en tire avaient quelque pertinence, il faudrait en conclure que nos ouvriers mineurs devraient travailler six fois davantage que les houilleurs américains, ou deux fois plus que les anglais. Mais personne ne s'avisera d'émettre une prétention pareille. Ces conditions différentielles existaient avant 1914 et cependant, ceux qui les évoquent aujourd'hui sont les premiers à proclamer que « la Belgique occupait alors une place enviée sur le marché du monde ».

C'est que d'autres facteurs interviennent dans la concurrence mondiale et que tous ne sont pas à notre détriment. Il n'y a nul doute, d'ailleurs, que notre position serait encore améliorée si, rompant avec l'esprit particulariste qui les caractérise, nos industriels cherchaient à exporter moins de produits

bruts et plus de produits manufacturés ; à spécialiser, après entente, chacune de leur usine, au lieu de s'acharner à des fabrications identiques, ce qui multiplie les frais et alourdit le prix de revient ; à opposer aux syndicats nationaux et aux trusts, des autres pays, une organisation commerciale extérieure puissante et dotée d'esprit d'initiative et d'audace. L' « habilité de nos techniciens et le courage de nos ouvriers », qu'on se plaît à vanter si fréquemment, feraient le reste.

Le vrai moyen de pousser nos industriels vers les transformations salutaires d'outillage et de méthode n'est pas, cela étant, de les replonger dans le « douce farniente » du passé où l'on s'entêtait à opposer les bras de nos ouvriers à la concurrence des machines étrangères ; c'est d'interdire aux chefs d'entreprise, d'abuser des forces humaines, en limitant la prestation journalière des travailleurs, et de les obliger, par là, à opposer aux machines de l'étranger, des machines meilleures, plus rapides et plus productives.

Au surplus, la journée de huit heures sera et est déjà appliquée ailleurs qu'en Belgique.

Trente-neuf pays ont pris part à la conférence d'où est sortie la Convention internationale de Washington.

En Europe, treize pays l'avaient préalablement introduite dans la loi, notamment : l'Allemagne, l'Autriche allemande, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie, le Luxembourg et le Portugal. Elle va l'être en Angleterre, en Finlande, en Norvège, en Suède et au Danemark.

Aux Etats-Unis, elle existe en fait dans les Etats de New-York, de Californie, de Connecticut, Illinois, Indiana, Missouri, Ohio, Pennsylvanie et Wisconsin.

Le Japon et l'Inde vont avoir un régime spécial et la Chine suivra.

La préoccupation fort louable d'éviter que la limitation de la durée du travail n'enraye l'élévation des salaires, paraît un peu déplacée, si l'on songe que ceux qui l'invoquent se sont généralement opposés à la fixation des taux actuels.

L'expérience a prouvé, au contraire, que la réduction des heures de travail a, chaque fois, été suivie d'un accroissement des salaires.

La disparition momentanée de l'armée de réserve des chômeurs a pour conséquence naturelle de faire pencher la loi de l'offre et de la demande du côté de la main d'œuvre. C'est ce que traduisent les chiffres produits par M. Cyr. Van Overberghe dans son livre sur les inspecteurs du travail. Non seulement, les salaires nominaux n'ont cessé de progresser parallèlement à la réduction des heures de travail, mais les salaires réels se sont accrus, car, pendant le même temps, les objets de consommation ont suivi une échelle de baisse bien marquée.

Faut-il maintenant s'attarder à réfuter l'objection qui fait résulter, de la réglementation légale, une atteinte à la liberté du travail ? Dans son rapport

sur les propositions de loi de MM. Helleputte et Bertrand, M. Van Cauwenbergh en a fait bonne justice. Observons, tout d'abord, que la même objection a été faite à la loi du 13 décembre 1889 protégeant les femmes et les enfants.

Quand on va au fond des choses, on s'aperçoit bien vite qu'au lieu de contrecarrer la liberté des ouvriers, la réglementation légale du travail ne fait que l'assurer. Qu'on ne l'oublie pas, il ne s'agit pas d'imposer, aux travailleurs, une restriction à leur droit d'homme et de citoyen, il s'agit d'empêcher les chefs d'industrie d'abuser de leurs forces en leur imposant des journées excessives.

« Sans doute, disait M. Van Cauwenbergh (1), la liberté des conventions doit être respectée, mais c'est à la condition que la liberté des parties contractantes soit égale de part et d'autre. Or, dans notre organisation sociale, l'ouvrier est encore trop abandonné à lui-même, trop isolé pour pouvoir discuter en pleine liberté les conditions de son travail; en général, les chefs d'industrie et les patrons peuvent dicter leurs conditions que l'ouvrier doit accepter pour pouvoir se procurer les moyens d'existence pour lui et sa famille, ou rejeter, sous peine d'être condamné à la misère lui et les siens ».

La non réglementation du travail a, du reste, permis de tels abus que le Cardinal Manning s'est écrié : « Mais si, dans certains cas, la non réglementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux — qu'on me pardonne le mot — en bêtes de somme qui se lèvent avant le soleil et retournent au gîte le soir, épuisés de fatigue et n'ayant plus la force que de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir, la vie de famille n'existe plus, et nous ne pouvons continuer de ce pas! »

Des objections formulées, il ne subsiste donc rien. Mais, même si elles subsistaient, même si la limitation de la durée du travail devait avoir pour conséquence une réduction de la production, l'instauration de la journée de huit heures ne s'en imposerait pas moins.

Dans un pays comme le nôtre, où près de 50 % des employés et ouvriers (505.433 sur 1.274.608) doivent aller travailler dans une commune autre que celle où ils habitent, on ne peut plus longtemps s'abstenir de limiter la durée du travail si l'on tient compte des nécessités qu'impliquent la sauvegarde de la race. L'avenir de la Belgique est liée au bien-être physique, matériel et moral des travailleurs. Il est urgent que le pouvoir législatif intervienne pour les protéger. « Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, écrivait Léon XIII dans sa fameuse encyclique sur la condition des ouvriers, l'autorité publique doit tout d'abord les sauvegarder en arrachant les malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs qui, ne faisant

(1) Rapport, 25 janvier 1896.

point de différence entre un homme et une machine, abusent, sans mesure, de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice, ni l'humanité ».

On ne saurait mieux dire. Et cependant, on ajoute encore à ces considérations décisives, d'autres considérations qui attestent combien la place du travailleur, dans le monde moderne, s'est élargie. On en vient enfin à respecter, en lui, la dignité humaine. Le traité de paix, rajeunissant et renouvelant la charte des droits de l'homme et du citoyen, proclame que le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce. Désormais, dans l'œuvre de production, l'homme ne pourra plus être sacrifié au produit.

Mais il fait appel à des conceptions plus hautes encore en liant, à l'équilibre de la paix future, l'organisation méthodique de la justice sociale. Pas de paix sans justice. Et pas de justice tant que les conditions de travail impliqueront, pour l'immense majorité des hommes, l'iniquité, la misère et les privations, ce qui engendre le mécontentement et la haine. La Société des Nations ne pourra mettre réellement un terme aux troubles dont le monde a souffert dans le passé et ne pourra éliminer les ferments de lutte internationale, si elle n'apporte pas un remède aux maux et aux injustices de l'état actuel. C'est pourquoi, en instituant un organisme permanent chargé de régler les conditions de travail, par entente internationale, la Société des Nations a accompli un acte indispensable au but qu'elle poursuit. Elle a donné corps à cette idée qui est au fond du traité de Versailles : l'organisation de la paix entre les nations par la paix entre les hommes.

* * *

La Convention internationale du travail sortie des délibérations de Washington a été votée à la presque unanimité des 85 délégués (82 oui contre 2 non et 1 abstention) des 39 nations qui y ont pris part.

Le projet de loi déposé par M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement ne fait que transposer dans notre législation, l'ensemble de ses stipulations, en les adaptant aux conditions particulières de notre milieu industriel et commercial. C'est la première œuvre légale élaborée en fonction de la Convention de Washington. On doit en louer à la fois l'ampleur, la précision et la souplesse.

L'auteur s'est inspiré dans l'application des principes établis, des expériences anciennes ou récentes, réalisées dans notre pays, pour en déterminer les modalités diverses.

Champ d'action.

Le projet englobe pratiquement toutes les entreprises industrielles, sauf exceptions prévues par la Convention de Washington, ainsi que les bureaux

des entreprises commerciales. Ultérieurement, la loi pourra être étendue par arrêté royal au personnel des magasins de détail, à celui des hôtels, restaurants et débits de boissons ainsi qu'aux ouvriers et aux employés, autres que les employés de bureaux occupés dans les entreprises commerciales (art. 1^{er}).

Principe.

Le principe fondamental de la loi consiste en une double limitation de la durée du travail : 8 heures par jour et 48 heures par semaine (art. 2).

Mais il serait inapplicable, en de nombreux cas, s'il n'était doté d'une forte élasticité. C'est pourquoi toute une série de dérogations ont été prévues.

Elles sont de trois ordres bien distincts :

Les premières précisent les exceptions quant aux catégories bénéficiaires ou, selon les nécessités d'ordre professionnel ou national, restreignent ou suspendent l'application du principe de la loi ;

Les secondes, tenant compte des usages établis et de la nature du travail, ont un caractère strictement compensatoire ;

Les troisièmes, envisageant les impossibilités de fait et les circonstances imprévues, autorisent, dans certaines limites, des heures supplémentaires.

Rentrent dans le premier groupe, celles qui ont pour conséquence :

1° D'exclure du bénéfice de la loi : les personnes investies d'un poste de direction ou de surveillance ou d'un poste de confiance, les commis-voyageurs et les travailleurs occupés à domicile (art. 2) ;

2° De réduire, à moins de huit heures, la durée du travail pour les ouvriers des mines de houille occupés dans des chantiers rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessives (art. 11) ;

3° De suspendre l'application des limitations énoncées ou prévues par la loi en cas de guerre ou en cas d'évènement présentant un danger pour la sécurité nationale (art. 12).

Font partie du second groupe, celles qui ont pour but :

1° D'assurer l'instauration de la semaine anglaise (repos du samedi après-midi, en prolongeant la durée de la prestation les cinq premiers jours de la semaine, sans qu'elle puisse dépasser neuf heures (art. 2) ;

2° De rendre possible le chevauchement des équipes dans les entreprises où le travail est organisé par équipes successives, à la condition que la durée moyenne du travail effectif, calculée sur une période de trois semaines au moins, ne dépasse pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine (art. 3) ;

des entreprises commerciales. Ultérieurement, la loi pourra être étendue par arrêté royal au personnel des magasins de détail, à celui des hôtels, restaurants et débits de boissons ainsi qu'aux ouvriers et aux employés, autres que les employés de bureaux occupés dans les entreprises commerciales (art. 1^{er}).

Principe.

Le principe fondamental de la loi consiste en une double limitation de la durée du travail : 8 heures par jour et 48 heures par semaine (art. 2).

Dérogations.

Mais il serait inapplicable, en de nombreux cas, s'il n'était doté d'une forte élasticité. C'est pourquoi toute une série de dérogations ont été prévues.

Elles sont de trois ordres bien distincts :

Les premières précisent les exceptions quant aux catégories bénéficiaires ou, selon les nécessités d'ordre professionnel ou national, restreignent ou suspendent l'application du principe de la loi ;

Les secondes, tenant compte des usages établis et de la nature du travail, ont un caractère strictement compensatoire ;

Les troisièmes, envisageant les impossibilités de fait et les circonstances imprévues, autorisent, dans certaines limites, des heures supplémentaires.

Rentrent dans le premier groupe, celles qui ont pour conséquence :

1° D'exclure du bénéfice de la loi : les personnes investies d'un poste de direction ou de surveillance ou d'un poste de confiance, les commis-voyageurs et les travailleurs occupés à domicile (art. 2) ;

2° De réduire, à moins de huit heures, la durée de travail pour les ouvriers des mines de houille occupés dans les chantiers rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessives (art. 11) ;

De suspendre l'application des limitations énoncées ou prévues par la loi en cas de guerre ou en cas d'événement présentant un danger pour la sécurité nationale (art. 12).

Font partie du second groupe, celles qui ont pour but :

1° D'assurer l'instauration de la semaine anglaise, repos du samedi après-midi, en prolongeant la durée de la prestation les cinq premiers jours de la semaine, sans qu'elle puisse dépasser neuf heures (art. 2) ;

2° De rendre possible le chevauchement des équipes dans les entreprises où le travail est organisé par équipes successives, à la condition que la durée moyenne du travail effectif, calculée sur une période de trois semaines au moins, ne dépasse pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine (art. 3) ;

3° De permettre l'établissement d'une limitation équivalente à celles que consacre le principe de la loi sur un espace plus long que la semaine pour :

- a) Les industries soumises à l'influence des saisons;
- b) Les entreprises où il est fait usage du vent comme moteur exclusif;
- c) Les entreprises où la force motrice est fournie exclusivement par l'eau et qui peuvent être réduites à chômer en cas de sécheresse ou d'inondations;
- d) Les autres industries, dans les cas exceptionnels où la journée de huit heures ou la semaine anglaise serait reconnue inapplicable (art. 5).

Relèvent du troisième groupe, celles qui visent à permettre de dépasser les limites de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine :

1° Pour les travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue. Dans ce cas, le nombre des journées de travail doit nécessairement être porté de six à sept par semaine. Il en résulte que le nombre hebdomadaire moyen des heures de travail passe de quarante-huit à cinquante-six heures calculé sur une période de trois semaines (art. 4);

2° Dans les industries ou branches d'industries, dans lesquelles :

a) La nature du travail ne permet pas de déterminer d'une manière précise le temps nécessaire à son exécution;

b) Les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide.

Un arrêté royal devra, chaque fois, déterminer le nombre maximum d'heures supplémentaires autorisé (art. 6).

3° En ce qui concerne :

a) Les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent nécessairement être effectués en dehors du temps assigné au travail général de production (chauffeurs, graisseurs, etc.);

b) Les travaux entrepris en vue de faire face à un accident survenu ou imminent;

c) Les travaux urgents, à effectuer aux machines ou au matériel, et les travaux commandés par une nécessité imprévue pour autant que l'exécution en dehors des heures ordinaires de travail en soit indispensable pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'exploitation (art. 9);

d) Les travaux destinés à faire face à des surcroits extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus (art. 7).

Toutefois, l'économie de la loi serait ébranlée si les dérogations n'étaient pas elles-mêmes soigneusement circonscrites.

C'est en raison de cela que le projet :

1° En ce qui concerne les dérogations à caractère compensatoire :

a) Fixe à neuf heures la durée du travail les cinq premiers jours de la semaine en cas d'application de la semaine anglaise (art. 10);

b) Porte à dix heures la limite de la journée lorsque se produit le chevauchement des équipes dans les travaux organisés par équipes successives (art. 10);

c) Subordonne à l'accord des groupements de chefs d'entreprise et des groupements de travailleurs, sanctionné par le Roi, les dérogations à établir (art. 5);

2° Relativement aux dérogations impliquant des heures supplémentaires :

a) Limite à deux heures par jour, au delà des huit heures régulières, le temps maximum de présence — et non la durée effective du travail — des personnes chargées de l'exécution des travaux préparatoires ou complémentaires qu'un arrêté royal devra déterminer (art. 10);

b) Restreint à trois mois, dans le cours d'une année, la période pendant laquelle l'autorisation d'excéder la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures pourra être accordée en vue de faire face à des surcroits extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus (art. 7);

c) Fait dépendre d'un arrêté royal, les heures supplémentaires permises et la détermination de leur nombre maximum dans les industries où la nature du travail ne permet pas de déterminer d'une manière précise le temps nécessaire à son exécution et dans celles où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide (art. 6).

Aucune limite n'est naturellement prévue en ce qui concerne les travaux entrepris en vue de prévenir un accident ou d'y remédier et les travaux urgents commandés par une nécessité imprévue (art. 9).

La journée de travail.

La loi qui résoud, en fait, la question du repos hebdomadaire, déjà inscrit dans un autre texte, vise aussi à proscrire le travail de nuit. Dans ce but, elle établit les limites dans lesquelles doit être comprise la journée de travail (entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, art. 8).

Toute une série d'exceptions sont imposées par les usages courants. On y retrouve forcément la plupart des dérogations déjà envisagées. Il faut y ajouter, cependant, celle admise pour les boulangeries où, pour éviter la survivance du travail de nuit, on admet que la journée de travail puisse être comprise entre 4 heures du matin et 9 heures du soir (art. 8).

Majorations de Salaire et Contrôle.

Ainsi établie, la loi pourra s'adapter aisément à toutes les situations. Mais, par l'excès même de sa souplesse, elle risquerait d'être transgressée fréquemment, si elle ne comportait à la fois un contre-poids aux dérogations excessives et une sérieuse organisation de contrôle.

Pour en limiter le nombre, la loi prévoit que les heures supplémentaires effectives, au delà de la huitième heure par jour ou de la quarante huitième heure par semaine, sauf dans les cas d'application de la semaine anglaise et du chevauchement des équipes dans les entreprises où le travail est organisé par équipes successives, seront payées à un taux qui dépassera de 25 %, au moins, celui de la rémunération ordinaire (art. 13).

Quant à la surveillance de l'exécution de la loi, elle est organisée de façon que :

1° Le personnel des entreprises, par l'affichage des dispositions légales, soit au courant du régime qui doit lui être appliqué : règlement d'atelier (art. 16 et 18);

2° Les heures supplémentaires et les ouvriers qui les effectuent seront minutieusement dénombrés dans un registre spécial, exigible à tout instant (art. 16);

3° Les pouvoirs des agents de contrôle soient aussi étendus que de besoin et le nombre de ces derniers suffisant (art. 18 et 19).

Sanctions.

Les sanctions s'appliquent :

1° Aux travailleurs comme aux chefs d'entreprise qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la loi (art. 21).

2° Aux chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront négligé d'afficher le règlement d'atelier, contenant les prescriptions relatives à la journée de huit heures ou à la semaine de quarante-huit heures, qui n'auront pas tenu un registre spécial dans lequel doivent être consignées, au fur et à mesure, les heures supplémentaires ou qui auront contrevenu aux arrêtés royaux, pris en vue du contrôle (art. 22).

3° Aux chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants ou préposés qui auront été à l'encontre des défenses énoncées dans la loi et dans les arrêtés relatifs à son exécution, qui auront diminué les salaires en raison de l'application de la journée de huit heures ou qui se seront abstenus de majorer de 25 % au moins le taux des heures supplémentaires (art. 20).

Pour chacune de ces contraventions, une même pénalité — 26 francs à 100 francs d'amende — est prévue. Elle doit être appliquée autant de fois qu'il y a de personnes en contravention à la loi ou aux arrêtés, sans que la somme des peines puisse excéder mille francs.

En cas de récidive dans l'année, à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes (art. 23).

Des poursuites peuvent être exercées contre une ou plusieurs personnes à la fois (art. 24).

Elles sont prescrites, après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise (art. 25).

Salaire acquis.

Pour éviter les heurts et toute éventualité de conflit, à l'occasion de l'application de la loi, le projet stipule que la diminution de la durée du travail ne peut, en aucun cas, entraîner une diminution de salaire (art. 13).

Accords préalables.

C'est la même préoccupation qui a conduit le Ministre du Travail, s'inspirant des expériences de ces derniers temps, à faire dépendre en quelque sorte l'usage des prérogatives du pouvoir central, des accords préalables entre groupements de chefs d'entreprises et groupements de travailleurs.

De tels accords préalables sont prévus en ce qui concerne la plupart des dérogations (art. 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 9 et 27). Pour ce qui a trait cependant aux dérogations justifiées par des surcroits extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus, c'est le Gouverneur qui les accorde. Elles cessent leurs effets si, dans les dix jours de sa date, l'arrêté du Gouverneur n'est pas approuvé par le Ministre.

Attributions du pouvoir central.

Des arrêtés ministériels ou des arrêtés royaux peuvent intervenir dans les cas suivants :

1° Dérogations au principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures (art. 1^{er}, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12) ;

2° Dérogations en ce qui concerne la fixation des heures entre lesquelles la journée de travail doit être comprise (art. 8) ;

3° Surveillance de l'exécution de la loi, disposition en vue du contrôle et attributions des fonctionnaires (art. 16 et 18) ;

4° Entrée en vigueur. Fixation d'une date antérieure à la date fixée par la loi (art. 27) ;

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles :

1. — Extention du champ d'action de la loi ;

4. — Calcul de la moyenne des heures de travail sur une base autre qu'une période de trois semaines.

5. — Limitation équivalente à huit heures ou quarante-huit heures sur un espace de temps plus long que la semaine.

6. — Heures supplémentaires.

9. — Travaux préparatoires ou complémentaires — dérogations en ce qui concerne le travail intermittent.

27. — Mise en vigueur de la loi à une date antérieure à celle fixée.

Le pouvoir central devra consulter :

- a) Les associations des chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés ;
- b) Les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ;
- c) Le Conseil supérieur de l'hygiène ;
- d) Le Conseil supérieur du travail, qui feront connaître leur avis dans les deux mois.

Les arrêtés devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés (art. 14).

Mise en vigueur.

La date de la mise en vigueur de la loi (1^{er} juillet 1921) est la date extrême fixée par la Convention de Washington.

Dispositions additionnelles.

Les dispositions additionnelles tendent simplement à harmoniser les dispositions de la loi projetée avec celles contenues dans les lois du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, et du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales.

*
* *

La Section centrale a adopté, par cinq voix contre une, l'ensemble des dispositions du projet de loi.

Elle a estimé cependant indispensable de formuler plusieurs observations et d'opérer quelques retouches.

Extension de la loi.

En ce qui concerne le champ d'application de la loi, déterminé par l'article 1^{er}, elle s'est demandée s'il y avait lieu de le circonscrire étroitement aux entreprises industrielles et de postposer, en la subordonnant à l'autorisation royale, l'assimilation, aux catégories bénéficiaires, du personnel des magasins de détail, ainsi que des ouvriers et employés, autres que les employés de bureau, occupés dans les entreprises commerciales.

La majorité ne croit pas qu'il faille restreindre aux seuls travailleurs industriels le bénéfice de la loi. Sous l'empire des réformes introduites dans les établissements industriels, nombreuses sont les maisons de commerce qui ont modifié leur régime intérieur et qui ont, en réalité, devancé les dispositions que la loi tend à généraliser. Maintenir, en dehors du mouvement, les entreprises commerciales serait donc, en réalité, avantager, au point de vue de la concurrence, les magasins de détail qui n'ont pas suivi l'évolution. Or, c'est précisément dans les petits magasins que les conditions de travail sont généralement le plus défavorables. Souvent, les demoiselles de magasin sont en même temps servantes. Leur prestation est pratiquement sans limite. Les tenir à l'écart, ce serait laisser sans protection les plus malheureuses et les plus faibles.

Il en est à peu près de même si l'on envisage le cas des ouvriers et des employés occupés en dehors des bureaux, dans les entreprises commerciales. Ils se débattent dans un milieu où la protection légale est apparue tardivement et c'est une raison de plus d'intervenir en leur faveur.

Surveillance.

L'article 2 exclut du bénéfice de la loi certaines personnes, notamment :

« Les personnes investies d'un poste de direction *ou de surveillance* ou d'un poste de confiance. »

La section a considéré les mots « *ou de surveillance* » comme une interprétation superfétatoire du terme « direction ». Il ne peut s'agir en tout cas d'englober, sous ce vocable, les chefs d'ateliers, contre-maitres, surveillants, chefs de brigade ou de groupe, gardes particuliers, etc., qui jusqu'ici ont été soumis dans les usines, aux mêmes prestations que les ouvriers et ont bénéficié des réductions opérées au profit de ces derniers, depuis l'armistice. Cela étant, si l'expression était maintenue dans la loi, elle ne pourrait que donner lieu à de multiples interprétations et conflits. Dès lors, la section propose de la supprimer.

Heures supplémentaires.

Il est question, à l'article 7, des dérogations à accorder, pour un temps déterminé, par le Gouverneur, en vue de permettre aux chefs d'entreprise de faire face à des surcroits extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus.

L'autorisation ne pourra être accordée, y est-il dit, pour plus de trois mois dans le cours d'une année.

Il n'est pas fait mention dans ce passage d'une limitation d'heures quelconque. Cela signifie-t-il qu'il n'y en ait pas de prévue? Le caractère vague

de cette disposition pourrait autoriser tous les abus. Mieux vaut donc déterminer un nombre maximum d'heures supplémentaires en l'occurrence et supprimer la période de trois mois, inscrite dans l'article. La Section estime qu'en fixant ce maximum à vingt-cinq heures dans le cours d'une année, une large concession sera faite aux éventualités. On risquerait, en allant au delà, d'énerver trop fortement le principe de la loi. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les heures supplémentaires ainsi fixées peuvent se cumuler avec quantité d'autres résultant des multiples dérogations prévues par ailleurs, notamment en ce qui concerne :

Les travaux dont le temps d'exécution, en raison même de leur nature ne peut être déterminé avec précision ;

Les industries où les matières sont susceptibles d'altération très rapide ;

Les travaux préparatoires et complémentaires ;

Les travaux nécessités par un accident survenu ou imminent ;

Les travaux urgents à effectuer aux machines ou au matériel et les travaux commandés par une force majeure ou nécessité imprévue.

Vacances compensatoires.

En ce qui concerne les travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue (art. 4), il est indispensable de porter de six à sept le nombre des journées de travail que comporte la semaine et de quarante-huit à cinquante-six, le nombre hebdomadaire des heures de travail.

Les travailleurs soumis à ce régime n'ont donc jamais de repos hebdomadaire régulier. On ne peut les condamner à travailler, du premier au dernier jour de leur existence, sans arrêt. Le projet de loi est muet sur les compensations qu'il serait légitime de leur accorder. Mais l'article 4 de la Convention internationale de Washington dispose : « Ce régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs par les lois patronales en compensation de leur jour de repos hebdomadaire ».

La section a estimé que les garanties que les « lois patronales » pourraient conférer à ces travailleurs étaient d'une précarité trop outrancière et elle propose d'insérer, dans le texte de l'article 4, une mention édictant que les ouvriers assujettis au régime de sept jours de travail par semaine jouiront, par compensation, d'une période de 21 jours de congé par an, à déterminer par alternance, ce qui équivaut à une demi-journée de congé par semaine.

Les travaux préparatoires et complémentaires prévus à l'article 9 pouvant comporter deux heures supplémentaires par jour auront pour conséquence de rétablir pour certaines catégories d'ouvriers, la semaine de 60 heures.

Par analogie avec le cas précédent, la section est d'avis qu'il y a lieu de dédommager aussi ces ouvriers par un congé compensatoire annuel de trois semaines.

Majoration.

Conformément à la Convention de Washington, l'article 13 du projet de loi stipule que les heures supplémentaires seront payées à un taux qui dépassera de 25 %, au moins, celui de la rémunération ordinaire. Or, cette prescription consacrerait une grave régression, eu égard aux usages établis dans la plupart de nos industries.

Des conventions passées entre les groupes de chefs d'entreprise et les groupes de travailleurs, il résulte que le taux des heures supplémentaires est majoré :

1° Pour les deux premières heures de 25 % ;

2° Pour les heures suivantes de 50 %.

Le travail du dimanche se fait généralement à un taux supérieur de 100 % au taux ordinaire.

La section propose d'introduire ces dispositions dans la loi.

Salaires acquis.

« La diminution de la durée du travail, énoncée encore l'article 13, résultant de l'application de la présente loi ne peut, en aucun cas, entraîner une diminution de salaire. »

Cette formule n'est pas assez précise. La grande grève de la métallurgie française qui a éclaté l'an dernier, au lendemain du vote de la loi sur la journée de huit heures, est due à une disposition de l'espèce.

Il y a lieu de la compléter en ce sens que, en aucun cas, l'application de la loi sur les huit heures ne peut entraîner une diminution du salaire journalier acquis.

Délai.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par certains articles de la loi, le Roi doit prendre l'avis des associations de chefs d'industrie et de travailleurs intéressés, des sections compétentes du Conseil de l'industrie et du travail, du Conseil supérieur de l'hygiène publique et du Conseil supérieur du travail. Aux termes de l'article 14, ces collèges et associations doivent faire parvenir leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite. Ce délai est beaucoup trop long et pourrait être une cause de malaise. Il convient de le ramener à un mois.

Affichage.

Les articles 15 et 17 prescrivent l'affichage de certaines dispositions d'ailleurs incorporées dans la loi sur les règlements d'atelier, par les dispositions additionnelles. En raison de la multiplicité des dérogations, la section estime qu'il y a lieu d'ordonner l'affichage de la loi à côté du règlement d'atelier.

Pénalités.

Les pénalités prévues par les articles 20, 21, 22 et 24 se réduisent à une amende de 26 à 100 francs.

La section les a trouvées insuffisantes.

Dans les pays où la journée de huit heures est instaurée légalement, les pénalités sont généralement beaucoup plus considérables.

Elles atteignent :

En ALLEMAGNE : 2,000 marks au plus ou 6 mois de prison maximum ;

En FINLANDE : 25 à 1,000 marcks pour contravention bénigne ;
10,000 marks, lorsqu'il s'agit de la durée du travail ;

20,000 marks, si l'infraction a été commise malgré l'interdiction du service de l'inspection du travail ou en cas de récidive.

Quand l'employeur est l'État, une commune ou une province, le fonctionnaire responsable de l'infraction est passible d'une amende de 25 à 1,000 marks — Récidive : 2,000 marks ;

POLOGNE : 5,000 marks imputés par la voie administrative ;

TCHÉCO-SLOVAQUIE : 2,000 couronnes ou trois mois de contrainte par corps.
Récidive : 5,000 couronnes ou 6 mois de prison.

LUXEMBOURG : 26 à 3,000 francs ou 8 jours à 3 ans de prison ;

PORTUGAL : amende représentant un mois du salaire de chaque ouvrier illégalement occupé. Le patron qui congédie un ouvrier, à raison de ce que ce dernier aurait réclamé l'observation du décret, est passible d'une amende représentant une année du salaire de l'ouvrier ainsi congédié.

La Section considère que les peines prévues dans le projet de loi garantissant la liberté syndicale pourraient trouver leur place ici. C'est en raison de cela qu'elle propose une amende de 26 à 200 francs et huit jours à un mois de prison.

Prescription.

D'après l'article 25, l'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise. Cette période paraît courte. Pour les raisons invoquées par M. Bertrand dans sa proposition de loi (1), la Section propose de porter la durée de la prescription à trois ans.

* * *

NOTE DE LA MINORITÉ.

La note de la minorité est en réalité l'expression de la pensée du seul membre de la Section centrale qui n'a point donné son approbation au projet de loi, déposé le 26 mars 1920, par le Gouvernement, et instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante huit heures : il n'a pu consentir à se rallier au principe de la limitation de la durée du travail des adultes dans tous les commerces et industries.

Ses considérations qui vont suivre n'engagent en aucune façon ses collègues du parlement qui, comme lui, se réclament du parti libéral; elles ne leur ont point été soumises et ce, avec d'autant plus de raison, que le projet qui est proposé aux Chambres législatives émane du Gouvernement.

Les observations qui suivent ne s'appliquent naturellement point aux lois et règlements concernant les établissements dangereux et insalubres, le travail des enfants et, dans certains cas, le travail des femmes adultes.

Les nécessités de la guerre, entraînant avec elles le pouvoir absolu des autorités militaires, et la réglementation générale par l'État de l'existence de tous les citoyens, ont porté de profondes atteintes à la liberté humaine. Pour vaincre l'impérialisme allemand, et ses principes de soumissions des peuples et des droits des citoyens à la culture étatiste allemande, pour assurer le triomphe du droit et de la liberté, les citoyens de toutes les nations civilisées ont aliéné sans hésitation mais provisoirement, entre les mains de l'État cette liberté pour la conservation de laquelle ils combattent.

Les peuples pouvaient espérer que les sacrifices consentis leur assureraient, à la fin de cette cruelle période, les bienfaits de cette chère liberté enfin reconquise.

Et pourtant, l'empreinte d'étatisme est à ce point forte, à raison probablement de la durée de la guerre, que la plupart des gouvernements d'Europe ne consentent point à revenir aux principes de saine et féconde liberté, et entendent maintenir ou établir l'intervention continue de l'État dans de nombreux domaines.

(1) 26 février 1895.

La réglementation générale du travail manuel des adultes viole le principe de la liberté individuelle.

Le projet de loi réglementant le travail des adultes porte atteinte à la liberté individuelle garantie par notre Constitution imprégnée des principes, que l'on croyait immortels, de la déclaration des droits de l'homme.

La liberté du travail, c'est-à-dire le droit pour le citoyen libre de travailler suivant ses goûts, ses capacités, ses besoins, n'est autre chose qu'une des manifestations principales de la liberté individuelle.

Nul ne songe encore, je présume, à limiter la liberté intellectuelle du citoyen, le travail des idées, de la pensée humaine; on ne propose point de loi tendant à restreindre le travail des intellectuels, des penseurs, des philosophes, des hommes de lettres, des inventeurs, des médecins, des avocats, des ingénieurs, des commerçants, des industriels, etc., etc.

La liberté du travail est une propriété sacrée, un droit imprescriptible: l'État a le devoir d'assurer le respect absolu de cette liberté, il devrait lui être interdit d'y porter atteinte, qu'il s'agisse du travail intellectuel ou du travail manuel.

La conséquence inévitable de toute loi de l'espèce, c'est de créer des classes de citoyens suivant les professions qu'ils occupent et le genre de labeur auquel ils se livrent.

Les travailleurs seront divisés en deux grandes catégories: ceux qui travaillent intellectuellement, ceux qui travaillent manuellement.

La liberté humaine la plus complète appartiendra aux premiers; la loi portera la plus grave atteinte à la liberté des seconds, comme si pour tous deux, la condition la première de la dignité et du bonheur, n'est point l'indépendance. Le travailleur intellectuel sera un citoyen complètement libre, le travailleur manuel sera un citoyen relativement libre; il subira une « *capitis diminutio* ».

Lorsqu'on examine les conséquences d'un pareil projet et de la tendance indéniable au nivellement général de tous les travailleurs manuels, on arrive à cette conclusion que les entraves mises à la liberté du travail des ouvriers privera le pays, dans un avenir peu éloigné, de cette élite intellectuelle qui se recrute sans cesse dans la classe ouvrière et qui fait en partie la force et la grandeur de la Belgique.

Cette admirable bourgeoisie belge, ces travailleurs intellectuels, ces savants, ces inventeurs, nos concitoyens qui appartiennent aux professions libérales, les ingénieurs, les commerçants, les industriels, etc., etc. ne se recrutent-ils pas en majeure partie dans la classe ouvrière?

N'est-ce pas le travail libre du père, de l'aïeul peut-être, de la mère quelquefois, ne sont-ce pas les profits qu'ils ont pu recueillir par un travail assidu, qui leur ont permis de donner à leurs fils une instruction plus complète? N'est-ce pas l'éducation qu'ils ont reçue au foyer paternel, l'exemple du travail qu'ils y ont puisé, qui ont permis à ces laborieux fils de courageux ouvriers d'arriver pour le plus grand bien du pays, à des fonctions et à des positions élevées? N'est-il pas encourageant de constater l'accession sans entrave aucune, de nombreux enfants d'ouvriers à la direction du commerce et de l'industrie; c'est une des caractéristiques de la Belgique: elle doit cette situation heureuse, permet-

tant à chacun de s'élever par son travail, à sa Constitution et à l'excellente application de ses principes libéraux.

Quelques années avant la guerre, il fut fait par un homme, arrivé uniquement par son intelligence et son travail, à une haute position sociale, une statistique des ingénieurs et directeurs de sociétés de la région de Liège : plus de la moitié avaient l'honneur d'avoir pour pères de vaillants et courageux travailleurs manuels ou appartenant au tout petit commerce.

La réglementation du travail, en empêchant le travailleur d'élite d'employer ses facultés comme il lui convient, réduira ses ressources et l'empêchera de faire donner à ses enfants l'enseignement qui lui plaît : pour sa famille, pour le développement du pays et son avenir, ce sera un mal irréparable.

Le Traité de Paix et la Société des Nations.

Le principe de la limitation de la journée de travail dans l'industrie sur la base de huit heures par jour ou quarante huit heures par semaine, sauf exception ou circonstances spéciales, a été posé dans le Traité de Paix.

La condition absolue mise à l'application de ce principe était que tous les pays représentés à la conférence de Versailles fussent d'accord pour ratifier le Traité de Paix et pour faire partie de la Société des Nations : il est certain aujourd'hui que les États-Unis d'Amérique, pays industriel de grande production, refusent de ratifier le Traité de Paix et ne consentent point à entrer dans la Société des Nations.

La Conférence Internationale du Travail, qui constitue un rouage de la Société des Nations, s'est réunie à Washington ; les États-Unis d'Amérique n'ont pris aucune part effective à cette conférence, pas plus qu'aux réunions ultérieures.

De nombreux pays, et parmi eux il en est qui n'ont nullement souffert de la guerre, bien au contraire, ont demandé et obtenu d'importantes dérogations.

La Conférence de Paris a adopté l'acte qui, en quarante et un articles, établit la charte du travail : mais cette Convention internationale du travail n'aura force de loi vis-à-vis de chaque pays qu'à condition que son parlement l'ait introduite dans sa législation.

Le projet de loi soumis à la Chambre Belge ne contient aucune réserve à ce sujet : les États-Unis n'adhèrent pas à la Convention, l'Allemagne ne fait pas partie de la Société des Nations ; d'autres pays, et notamment la Suisse, paraissent désireux de ne pas admettre cette nouvelle législation du travail ou ne s'y rallieront que si des exceptions importantes sont consenties en leur faveur, etc., etc. Notre pays serait néanmoins lié si la loi est votée.

La Belgique, qui certes, n'a pas eu jusqu'à présent, à se louer des procédés que l'on a eu vis-à-vis d'elle, qui n'a encore rien obtenu des réparations qui lui ont été solennellement promises, dont l'industrie et le commerce ruinés volontairement par l'Allemagne, se relèvent péniblement, dont les finances sont lamentables et dont la restauration est lente et difficile, peut-elle admettre une loi, plus étendue que dans d'autres pays, puisqu'elle englobe le commerce ; plus rigide et plus dure que celle acceptée par d'autres, puisqu'elle ne comporte ni dérogation ni restriction aucune ?

Le Gouvernement, en stipulant à l'article 27 « La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1921 », devrait tout au moins formuler une réserve relative à l'adhésion promise par les puissances, ainsi qu'à l'accord formel de l'Allemagne : la loi ne devrait entrer en vigueur que dans le cas où toutes les nations, signataires du Traité de Paix, introduiraient dans leurs législations respectives la même loi que celle qui nous est proposée.

Combien sont compréhensibles les objections à une législation universelle du travail.

Le Traité de Paix, la Convention des 41 articles, la Conférence de Washington, etc., établissent la limitation du travail, « sauf exception pour les pays dans lesquels les conditions climatériques, le développement rudimentaire de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances spéciales déterminent une différence notable dans le rendement du travail. »

Quels ne seront pas les abus auxquels donnera lieu semblable législation, quelles ne seront pas les exceptions autorisées ou celles faites sans autorisation, les circonstances spéciales ou prétendues telles, que feront valoir les puissances adhérentes à cette législation internationale

Les décisions de la conférence du travail seront-elles obligatoires et quelle sera la sanction pour les nations qui failliraient à leurs engagements? Quel pouvoir aura la puissance suffisante pour les faire respecter?

Les représentants de la Belgique, malgré notre situation si difficile, malgré la position effroyable dans laquelle se trouveraient nos industries et nos travailleurs si une crise survenait, n'ont demandé aucune exception ni aucune dérogation : la restauration du pays, de ses industries, de ses voies ferrées et navigables, l'arrêt complet de tout commerce et de toute relation avec l'extérieur etc., paraissent devoir engager le gouvernement à solliciter un traitement de faveur; il n'a point jugé à propos de le faire.

Pourtant les conditions naturelles de la Belgique au point de vue des matières premières sont beaucoup moins favorables que celles des pays qu'elle doit concurrencer; la Belgique est une grande usine de transformation et elle n'a pu vivre et prospérer qu'à cause de la science de ses ingénieurs et de la valeur de sa main d'œuvre.

A différentes reprises, en 1919 et 1920, j'ai exposé à la Chambre des représentants, sans qu'aucune réfutation ait pu y être faite, combien serait précaire à la première crise, la situation de notre commerce et de notre industrie en présence de la concurrence américaine, anglaise, française et même allemande; j'ai montré la prospérité, la force et la brillante situation financière des commerces et industries des principales nations alliées avec lesquelles nous devons lutter sur le marché mondial et qui ont eu la possibilité, pendant toute la guerre, de travailler et de conserver une main-d'œuvre habile, de perfectionner leur outillage, d'entretenir des relations avec leur clientèle d'exportation et d'accumuler d'importantes réserves pour les temps de crise.

Est-ce le moment pour notre pays de tenter une semblable aventure ?

L'exposé des motifs, le rapport de la Section centrale considèrent que le projet a moins pour but d'instaurer la journée de huit heures, que de l'enregistrer et de la généraliser.

L'histoire nous apprend que ce n'est point la période qui suit une guerre, et à fortiori une guerre de longue durée, qu'il faut envisager, lorsque l'on veut apprécier la situation et les nécessités économiques d'un pays.

Pendant cinq ans, peu a été créé, beaucoup a été détruit, la plupart des produits nécessaires à l'existence sont devenus rares, beaucoup même sont défectueux ou sont à des prix inabornables ; il y a disette plus ou moins grande de toute chose, l'abondance ne règne nulle part.

Qu'importe alors le prix de revient, qu'importe le salaire, qu'importe le prix de la matière première, puisque le prix de vente demandé sera obtenu, qu'il faut la marchandise à n'importe quel prix !

C'est dans ces conditions que la journée de huit heures, ou une réduction importante des heures de travail a été imposée par les représentants des travailleurs, d'accord avec le Gouvernement qui soutenait énergiquement leurs revendications, sans paraître se préoccuper des conséquences qu'elles pouvaient entraîner pour le pays.

L'industriel, bien que se rendant compte que ces prétentions étaient contraires aux intérêts de la nation, a dû s'incliner devant la force ; les chefs de l'industrie belge estimaient, en outre, qu'au lendemain d'une longue période de privations, il était préférable, au point de vue de la santé de l'ouvrier, de ne point reprendre provisoirement le travail comme en 1914 : mais l'on ne peut conclure, de ce qui s'est passé depuis l'armistice, qu'il y a lieu de transformer en une loi rigide et sans élasticité, l'étendue même à toutes les industries et au commerce, une situation de fait qui ne peut exister qu'à raison de la rareté et de la cherté de toute chose.

Des industriels ont demandé dès le 12 mars 1919, qu'une commission fut chargée d'examiner cette grave question au point de vue industriel et économique avant qu'une réglementation n'entra définitivement dans nos mœurs.

Les protestations contre le projet de loi qui est soumis aux délibérations de la Chambre sont nombreuses ; même ceux qui estiment que par des conventions librement consenties entre patrons et ouvriers, une réglementation sage et rationnelle du travail est parfaitement acceptable, ne peuvent se rallier au principe d'une loi draconienne de huit heures de travail, alors qu'on ne sait ce que feront les autres pays, quelles seront les conventions d'échange entre nations, ce que comporteront les traités de paix.

Certains esprits pensent que, si le législateur entend déterminer lui-même un nombre d'heures de travail, il devrait baser la loi sur le principe que le patron ne peut pas obliger l'ouvrier à travailler plus de huit heures, mais que la durée du travail peut être prolongée par le consentement mutuel des intéressés. Ce système existe dans de nombreux pays. En Amérique, la journée de huit heures est, en général, la journée de base pour le calcul du gain de l'ouvrier ; les heures supplémentaires sont payées à un taux majoré ; actuellement on y travaille douze heures dans de nombreuses industries.

Si la majorité du Parlement se montrait favorable au principe de la réglementation du travail dans toutes les industries et dans tous les commerces, il ne faut pas qu'il consacre par une loi sans restriction et sans élasticité la journée de huit heures ; à la première crise mondiale, l'intérêt supérieur du pays, tout spécialement celui de ses travailleurs manuels, imposerait l'abroga-

tion de la loi; même avant toute crise, la réduction de l'exportation qui serait la conséquence de la loi, en nous privant des moyens d'acquérir les vivres exotiques nécessaires à notre alimentation, mettrait le pays dans une situation impossible à supporter.

La diminution des heures de travail a pour conséquence de réduire la production.

Ceux qui nient systématiquement ce fait paraissent ignorer la vaillance et l'honnêteté légendaires que nos travailleurs manuels ont toujours montrées : prétendre qu'en 1920 ils peuvent produire en huit heures la même quantité que celles qu'ils fournissaient en 10 heures en 1914, c'est laisser supposer qu'avant la guerre ils étaient paresseux et peu consciencieux, ce qui est absolument faux : nous avons toujours rendu un éclatant hommage aux belles qualités de notre main-d'œuvre.

Des faits récents établissent, du reste, préemptoirement que la réduction des heures de travail entraîne la diminution de la quantité produite : le tonnage charbonnier belge est revenu au niveau d'avant guerre, mais cette heureuse situation est due, non pas à un rendement plus grand par tête d'ouvrier, bien au contraire, mais à *une augmentation du nombre des ouvriers occupés dans les charbonnages.*

Il est en 1920 de	160,000
Il était en 1913 de.	145,000
Augmentation du nombre d'ouvriers.	<u>15,000</u>

Le rendement journalier par ouvrier occupé dans les charbonnages (fond et surface) qui était en 1913. pour neuf heures de travail, de 528 kilogrammes, est descendu en janvier 1920, pour huit heures de travail, à 462 kilogrammes, soit une diminution de 66 kilogrammes ou 12 1/2 %.

L'article 2, § 4 du projet de loi aggrave encore très sensiblement la situation actuelle « En ce qui concerne les mines de houille, la journée est limitée à huit heures, descente et remonte comprises ».

La loi du 31 décembre 1909, article 2 ne comprend pas la remonte des ouvriers dans la journée : le projet comporte donc une nouvelle réduction du temps de présence à la mine qui portera exclusivement sur le travail effectif : les calculs les plus optimistes font prévoir une réduction de 12 à 15 pour cent de la production et une augmentation considérable du prix de revient et du prix de vente. En approuvant pareille proposition, le Parlement ne doit pas se dissimuler qu'il votera de propos délibéré une nouvelle et considérable augmentation du coût de la vie.

Dans l'industrie textile, la production-heure n'augmente point non plus dans le rapport de la diminution des heures de travail : l'ouvrier fileur ou lisserand est contraint de suivre la puissance productive de la mécanique et lorsque la vitesse de celle-ci est accélérée, la qualité du produit s'en ressent : toute réduction des heures de travail entraîne une réduction de la production.

Des renseignements précis, recueillis de divers côtés, établissent qu'en règle générale, dans la grosse métallurgie, la production horaire par tête d'ouvrier ne

s'est point augmentée par suite de la diminution du nombre des heures de travail; la production totale par tête d'ouvriers a en conséquence fléchi et une même production n'a pu être fournie que par un beaucoup plus grand nombre d'ouvriers; lorsqu'il n'a pas été possible de se procurer cette augmentation importante du nombre des ouvriers, la production ancienne de l'usine a considérablement fléchi.

Dans des fonderies ordinaires et d'acier, dans des clouteries mécaniques, fabriques de glaces, chez des constructeurs d'automobiles, de locomotives et de wagons etc., etc., la production horaire ne s'est non plus nullement augmentée depuis l'application contractuelle de la journée de huit heures. En règle générale, la production par tête d'ouvrier a diminué de 18 à 30 %, c'est-à-dire, dans le rapport de la réduction de la durée du travail.

Dans la plupart de ces usines, comme dans la grosse métallurgie et contrairement à ce qui s'est passé dans les charbonnages, le nombre d'ouvriers n'a pu, en général, être sensiblement augmenté par suite de la rareté de la main-d'œuvre : ces usines n'ont donc l'espoir de reprendre leur ancienne capacité de production que lorsque leur personnel sera de 150 % de ce qu'il était avant la guerre !

Une enquête sérieuse pourrait faire immédiatement constater cette situation dont on comprend aisément l'importance au point de vue national.

Il ne faudrait pas réduire la production belge, il faudrait l'augmenter.

Après la crise effroyable que l'Europe vient de traverser, de longues années de travail et de production seront indispensables pour rétablir la situation ancienne.

Le Gouvernement, au sein des Chambres législatives et au dehors même, dans l'exposé des motifs du projet de loi, proclame cette vérité et déclare « qu'une production intense peut seule nous délivrer du fléau de la vie chère ». Et il dépose un projet de loi dont le résultat certain — les faits le démontrent aujourd'hui — sera une notable réduction de la production !

Il ne suffit point d'aller proclamer à Bruxelles, Liège, Nivelles et autres lieux que le sort et l'avenir de la Belgique exigent une production intense, une surproduction; qu'il importe que l'exportation des produits belges reprenne son cours normal pour assurer l'alimentation du pays; il faut avoir le courage et la fermeté nécessaires pour dire aux Belges que le travail seul pourra les sauver, qu'il faut faire, dans ce but, un viril effort et que les lois restrictives de la liberté humaine, en raréfiant encore les produits en rendant leur coût plus élevé, auront pour résultat de maintenir le fléau de la vie chère et même de l'aggraver.

Le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce a été saisi par le Gouvernement, quelques années avant la guerre, d'un projet de loi limitant la durée du travail des adultes.

Le conseil a procédé à une enquête générale dans le pays; elle est exceptionnellement intéressante et instructive.

Le résumé du rapport général dit : « La limitation de la journée de travail des adultes constituerait une mesure néfaste aux intérêts du pays entier, des employeurs et des employés. »

Nous n'avons trouvé nulle part la réfutation de ce rapport dont les conclusions restent entières.

Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que les journées de travail ont été successivement réduites, grâce principalement à une meilleure organisation du travail, aux perfectionnements des machines et de l'outillage dont l'emploi a fréquemment soulevé les protestations de la part des ouvriers.

La diminution des heures de travail est un progrès vers lequel ont toujours tendu et doivent tendre toutes les bonnes volontés, mais elle se lie intimement à des questions commerciales et économiques d'une suprême importance.

La Belgique peut-elle vivre, avec sa population actuelle, si elle réduit sa production et en conséquence son exportation.

La Belgique est un pays essentiellement industriel; les produits de son sol ne lui permettent de nourrir qu'environ le quart de sa population actuelle. Le surplus de la nourriture indispensable aux Belges vient de l'étranger; l'échange de presque tout ce qui est importé se fait contre des produits belges bruts, demi ouvrés ou manufacturés; sans l'industrie et le commerce d'exportation, la majeure partie des Belges serait condamnée à mourir de faim ou à s'expatrier!

A maintes reprises, j'ai exposé mes craintes au sujet de l'alimentation nationale; je persiste à croire que la production et l'exportation doivent s'élever au moins aux tonnages d'avant guerre et que, si l'on n'arrive pas à ce résultat, l'existence du pays est en péril.

Avant de réduire la production et conséquemment l'exportation, il importe de savoir quelle quantité de produits nous devons exporter pour obtenir de l'étranger notre pain quotidien.

Le 12 février 1920, le Gouvernement avait annoncé à la Chambre, comme suite à mon interpellation du 3 février, qu'il « instituerait une commission » composée de représentants du Parlement et de l'Administration, d'économistes, d'industriels, de commerçants et d'ouvriers qui aura pour mission « d'étudier la situation économique de la Belgique en ce qui concerne la production et la consommation, et de rechercher les conditions auxquelles elles doivent répondre pour satisfaire aux besoins du pays ».

La Commission n'a point encore été instituée! Il serait pourtant du plus haut intérêt que des gens compétents fussent chargés de l'examen de ce grave problème; il y a d'autant plus de raisons à étudier la situation économique de la Belgique que les importations, même en produits manufacturés, s'élèvent à des chiffres fantastiques qui ne sont nullement compensés par nos exportations par suite d'un manque de production: on peut estimer le déficit de notre balance commerciale, pour 1920, entre deux milliards et demi et trois milliards.

J'ai développé, en 1919 et au cours des séances de la Chambre des 3 février, 25 et 29 avril 1920, les craintes très vives que m'inspire la situation économique actuelle du pays, qui résulte en partie du défaut de production.

J'ai notamment indiqué une formule de surproduction, aussi avantageuse pour les ouvriers qui toucheraient de sérieux salaires supplémentaires pour tout travail supplémentaire, que pour les intérêts du Trésor public qui percevrait d'importantes recettes du chef de toute surproduction.

Je pense avoir rencontré l'argumentation de l'exposé des motifs et de la majorité de la Section centrale, sans vouloir toutefois relever quelques allégations du rapporteur; la question que le parlement aura à examiner est d'ordre purement économique et c'est sur ce terrain que la discussion doit se cantonner.

Il serait indispensable que le Gouvernement instituât sans tarder la commission chargée d'étudier la situation économique de la Belgique, en ce qui concerne la production et la consommation; ses travaux seraient exceptionnellement utiles à nos discussions au sein du Parlement qui, mieux éclairé qu'il ne l'est aujourd'hui hésiterait certainement à donner son approbation à un projet de loi néfaste aux intérêts supérieurs du pays.

Le Rapporteur,

I. DELVIGNE.

Le Président,

L. BERTRAND.

Je pense avoir rencontré l'argumentation de l'exposé des motifs et de la majorité de la section centrale, sans vouloir toutefois relever quelques allégations du rapporteur ; la question que le parlement aura à examiner est d'ordre purement économique et c'est sur ce terrain que la discussion doit se cantonner.

Il serait indispensable que le Gouvernement instituât sans tarder la commission chargée d'étudier la situation économique de la Belgique, en ce qui concerne la production et la consommation ; ses travaux seraient exceptionnellement utiles à nos discussions au sein du Parlement qui, mieux éclairé qu'il ne l'est aujourd'hui, hésiterait certainement à donner son approbation à un projet de loi néfaste aux intérêts supérieurs du pays.

*
* *

Les considérations incluses dans la note de la minorité qui a pour auteur M. Van Hoegaerden ont été rencontrées tant dans l'exposé des motifs du projet de loi que dans le rapport qui précède. Elles n'ont en rien modifié la conviction des membres de la majorité de la section centrale.

Dans ces conditions, nous proposons à la Chambre d'adopter le projet de loi qui lui est soumis.

Le Rapporteur,
I. DELVIGNE.

Le Président,
L. BÉRTRAND.

(97)

**Amendements
présentés par la Section centrale.**

ARTICLE PREMIER.

Remplacer le 13° et les 4 alinéas immédiatement subséquents par le texte suivant :

13° *Les ouvriers et employés des entreprises commerciales.*

14° *Les magasins de détail.*

En outre, le Roi pourra rendre la présente loi applicable, soit purement et simplement, soit moyennant certains tempéraments, aux hôtels, restaurants et débits de boissons.

ART. 2.

Au 1° supprimer les mots : « ou de surveillance ».

ART. 7.

Remplacer le dernier alinéa par le texte ci-dessous :

L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de 25 heures dans le cours d'une année.

ART. 4.

Ajouter à l'article :

Le chef d'entreprise assurera par alternance aux ouvriers astreints à 56 heures de travail par semaine un congé compensatoire de 21 jours pleins par an.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

N° 13° en de vier daarop volgende alinea's te vervangen door den folgenden tekst :

13° *De werklieden en de bedienden der handelsbedrijven ;*

14° *De winkelbedrijven.*

Bovendien kan de Koning deze wet toepasselijk maken, hetzij ongewijzigd, hetzij met sommige verzachtingen, op de hotels, spijshuizen en dranksluiterijen.

ART. 2.

In n° 1° het woord : « toezicht » te doen wegvallen.

ART. 7.

De slotalinea te vervangen door den folgenden tekst :

Bedoelde machtiging kan niet langer verleend worden dan voor 25 uren in den loop van een jaar.

ART. 4.

Aan dit artikel toe te voegen :

Aan de werklieden, die verplicht zijn 56 uren per week te arbeiden, verleent het bedrijfshoofd beurtelings en ter vergelding een verlof van 21 volle dagen per jaar.

ART. 10.

Ajouter à l'article:

Pour tout ouvrier tenu à deux heures supplémentaires de présence par jour, en vue d'effectuer des travaux préparatoires ou complémentaires, le chef d'entreprise établira un congé compensatoire de 21 jours pleins par an.

ART. 13.

Ajouter au 2^e alinéa:

Pour les deux premières heures supplémentaires et de 50 % pour les heures supplémentaires suivantes.

Le travail du dimanche sera payé avec 100 % de majoration sur les taux ordinaires.

Ajouter au 1^{er} alinéa, les mots :

Journalier acquis.

ART. 14.

Remplacer l'expression :
« deux mois » par « un mois ».

ART. 15.

Ajouter après le 4^e alinéa :

La loi sur la journée de huit heures ou la semaine de 48 heures sera obligatoirement affichée à côté de l'avis dont il est question ci-dessus.

ART. 17.

Ajouter à l'article :

La loi sur la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures

ART. 10.

Aan dit artikel toe te voegen :

Aan elken werkman, die gedurende twee overuren per dag aanwezig moet zijn ten einde voorbereidende of aanvullende werken te verrichten, verleent het bedrijfshoofd ter vergelding een verlof van 21 volle dagen per jaar.

ART. 13.

Aan lid 2 toe te voegen :

... voor de eerste twee overuren en 50 t. h. voor de volgende overuren.

Voor het Zondagswerk wordt het gewoon loon verhoogd met 100 t. h.

In lid 1, het woord : « loonsvermindering » te vervangen door de woorden : « eene vermindering van het verkregen dagloon ».

ART. 14.

De woorden : « twee maanden » te vervangen door : « éénemaand ».

ART. 15.

Na lid 4 toe te voegen :

De wet op den achturedag of op de acht-en-veertig-urenweek moet nevens bedoeld bericht aangeplakt worden.

ART. 17.

Aan dit artikel toe te voegen :

De wet op den achturedag of op de acht-en-veertig-urenweek moet ne-

sera obligatoirement affichée à côté du règlement d'atelier.

ART. 20.

Remplacer les mots : « 100 francs » par « 200 francs » et ajouter : « ou huit jours à un mois de prison ».

Remplacer « 1,000 » par « 2,000 ».

ART. 21.

Remplacer les mots « 100 francs » par « 200 francs » et ajouter : « ou huit jours à un mois de prison ».

ART. 22.

Remplacer les mots : « 100 francs » par « 200 francs » et ajouter : « ou huit jours à un mois de prison ».

ART. 25.

Remplacer : « une année » par « trois années ».

vans het werkplaatsreglement aangeplakt worden.

ART. 20.

De woorden : « 100 frank » te vervangen door : « 200 frank » en toe te voegen : « of eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand. »

Het woord : « 1,000 » te vervangen door : « 2,000. »

ART. 21.

De woorden : « 100 frank » te vervangen door : « 200 frank » en toe te voegen : « of eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand ».

ART. 22.

De woorden : « 100 frank » te vervangen door : « 200 frank » en toe te voegen : « of eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand ».

ART. 25.

De woorden : « een vol jaar » te vervangen door : « drie volle jaren ».



(IV)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1920.

Wetsontwerp tot invoering van den achturedag en van de acht-en-veertig-urenweek ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DELVIGNE.

MIJNE HEEREN,

Van de 117 leden, die deelgenomen hebben aan de werkzaamheden der Afdelingen, hebben 89 het wetsontwerp van de Regeering aangenomen; 25 hebben zich onthouden en slechts 3 hebben tegengestemd.

Die uitslag bewijst welke evolutie zich heeft voorgedaan, in de feiten en in de geesten, sinds den tijd ⁽³⁾, waarop de heeren Helleputte en Bertrand de eerste wetsvoorstellen indienden tot beperking van den arbeidsduur der volwassenen in de nijverheid.

Het is vooral de wereldoorlog, die deze beweging snel heeft doen vooruitgaan en de tegenwoordige wet onvermijdelijk heeft gemaakt.

Door van de massa der arbeiders geweldige offers aan bloed en ellende te eischen, heeft de oorlog hun op de toekomst een aanzienlijk crediet geopend, waarop men het volledig politiek recht gaat inschrijven en waarvan de tragswijze aflossing alleen zal kunnen geschieden door een steeds hooger opklimmen

(1) Wetsontwerp, n° 200.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren HALLET, TROCLET, DELVIGNE, LEVIE, VAN HOEGAERDEN en BOLOGNE.

(3) 1898.

van de arbeiders tot de sociale ontvoogding, met andere woorden, tot de gelijkheid der economische toestanden.

* * *

De eerste vier vergoedingen, die hierbij in aanmerking komen, en ontegenzeggelijk de toetssteen van al de andere, is de wettelijke beperking van den arbeidsdag tot acht uren.

Het feit is, ten andere, aan het ingrijpen der wet voorafgegaan.

Thans geldt het veeleer het algemeen maken dan eene min of meer gewaagde nieuwigheid.

Wanneer men enkel in aanmerking neemt de bedrijven, waar paritaire comiteeten, door de Regeering ingesteld, den achturedag hebben ingevoerd, zonder zelfs rekening te houden met de uitslagen opgeleverd door de scheidsrechterlijke uitspraken of de gemeenschappelijke overeenkomsten rechtstreeks gesloten tusschen patroons- en arbeiderssyndicaten of tusschen arbeiderssyndicaten en bedrijfsleiders, stelt men inderdaad vast dat het stelsel, dat het ontwerp wil invoeren, reeds geldt voor meer dan een half millioen (1) personen, zoodanig dat alleen degenen, die, mits ongelijke voorwaarden gegrond op langere arbeidsdagen, zouden trachten hunne werkbroeders concurrentie aan te doen, zouden te klagen hebben.

Ondanks dezen stand van zaken is de principiele tegenstand niet ontwapend. Hij deed zich voor op twee wijzen :

In de Afdeelingen vooreerst, waar de enkele tegenstanders, drie in getal, de eene zich tegen de wettelijke regeling uitsprak en een andere zich beriep op de quaestie van gepastheid, met het oog op 's lands wensch.

Vervolgens, door verzoekschriften aan de Kamer gezonden door :

- De Kamer van Koophandel te Brussel;
- De Nijverheidsbeurs van België;
- De Bond van Handel en Nijverheid van het arrondissement Luik;
- De Kamer van Koophandel van het arrondissement Brugge;
- De Kamer van Koophandel van Belgisch Luxemburg;
- De Nijverheidsmaatschappij te Eecloo;
- De Kamer van Koophandel te Luik.

(1) Volgens de tienjaarlijksche opnemings in 1910 telden de nijverheidsbedrijven, waar de achturedag thans is toegepast :

Mijnnijverheid	155,235 personen.
Glasnijverheid	29,763 id.
Metaalnijverheid	227,820 id.
Verkeerswegen	83,644 id.
Stengroeven	46,331 id.
	<hr/>
	542,793 personen.

Zij ontwikkelen alle hetzelfde thema, dat aldus kan worden samengevat :

« De ontworpen wet zal 's Lands herstel belemmeren, den stand der nijverheid tegenover de buitenlandsche concurrentie verzwakken; zij zal tegen het doel ingaan, dat nagestreefd wordt door hen die de verhooging der dagloonen voorstaan; zij zal een zwaren aanslag plegen tegen den arbeid. »

Het volstaat een blik te werpen op onze economische bedrijvigheid om te weten welk gewicht men dient te hechten aan de opwerping, volgens welke de invoering van den achturedag 's Lands herstel zou belemmeren. Deze bewering houdt geen stand. Het is vooral in de nijverheidsbedrijven, waar de achturedag werd ingevoerd, dat de voortbrenging het grootst is, en wij voegen er met genoegen bij dat de winsten er het hoogst zijn. In de schijfglasgieterijen hebben de winsten zulk een hoogtepunt bereikt dat zij schandaal hebben verwekt. De prijzen in de ijzerbearbeiding namen, anderdeels, zulk een vlucht dat men kon vreezen dat zij de herstelling der mechanische bouwnijverheid en andere nog zouden belemmeren. Wat betreft de dividenden door de steenkolenmijnen uitgedeeld, uit de onlangs openbaargemaakte balansen blijkt, dat zij die der weelderigste jaren van vóór den oorlog hebben overschreden.

De voortbrengingskracht ontwikkelt zich niet naar verhouding van den arbeidsduur. Integendeel, hoe langer de dagtaak duurt, hoe minder afdoende het nuttig effect is. In de Memorie van Toelichting van zijn wetsontwerp ⁽¹⁾ heeft de heer Helleputte dit volkomen bewezen. Na zekere kenmerkende gegevens te hebben aangehaald, waaruit blijkt dat de voortbrenging per hoofd, in Engeland, niet ophield toe te nemen ondanks de achtereenvolgende verminderingen van den arbeidsluur, en na in Zwitserland een soortgelijken toestand te hebben vastgesteld, zegde hij :

« Evenmin vermindering in de voortbrenging, doch in minder tijd gelijke voortbrengingskracht, zelfs toeneming. »

Door cijfers, over welker beteekenis men zich niet kan misgrijpen, is het dus bewezen dat wat als arbeidsduur wordt verloren, door de kracht van den arbeid wordt teruggewonnen, zelfs meer dan teruggewonnen. Er is, in elk geval, vergoeding van het nuttig effect bij den arbeider.

En dit dient geene verwondering te baren. Het is niet mogelijk dat de voortgebrachte arbeid geëvenredigd zij aan het aantal uren, want de arbeid van een vermoeid lichaam heeft niet dezelfde waarde als die van een frisch en vaardig lichaam. Alwie zijn eigen ondervinding nagaat, zal daarvan overtuigd zijn.

Indien men uur na uur de curve kon trekken van het nuttig effect van een werkman, zou men zeer waarschijnlijk vaststellen dat zij in den beginne van den dag gedurende den tijd der inang-telling klimt, haar hoogtepunt bereikt om, op het einde van den dag, te dalen tot op een minimum dat des te zwakker is naarmate de dagtaak langer heeft geduurd.

(1) 12 Februari 1895.

Wij voegen er bij, dat de ongevallen talrijker voorkomen in den loop dezer laatste uren dan in de eerste en dat men, door den arbeidsdag op meer dan acht uren te bepalen, niet alleen de opbrengst vermindert, maar ook het getal ongevallen doet toenemen.

Men zou, anderzijds de vraag kunnen stellen, of de aanhoudendheid der lange arbeidsdagen geen hinderpaal is voor de verbetering en de spoedige herstelling van de ambachtstuigen.

Is het niet ten gevolge van de lamelldigheid en van de sleur, samengaande met de lange arbeidsdagen, dat wij ons vroeger in groote mate onthielden, de technische verbeteringen in te voeren en gedwongen waren, zooals het iemand zegde, nog slechts de « koelies van Europa te zijn »?

Wanneer men, anderzijds, vaststelt hoe laag de ontwikkeling onzer arbeidersbevolking is gebleven — het verplichtend onderwijs werd pas in België ingevoerd — en dat men een zoo gering besef heeft van de dringende noodwendigheden, door de veralgemeening van het beroepsonderwijs gevorderd en, in afwachting dat dit werk van langen duur, althans de stelselmatige verbreiding van een aanvankelijk vakonderwijs, zal tot stand zijn gebracht, kan men niet nalaten de dadelijke toepassing van den achturedag als onontbeerlijk te beschouwen.

De bestrijders van het wetsontwerp — en van elke wet tot regeling der arbeidsvoorwaarden, evenals van elke wetgeving tot belasting van de uitzonderlijke winsten — beroepen zich daarenboven op den toestand van minderheid, waarin zij, in opzicht van mijnbouw en van metaalnijverheid, tegenover de buitenlandsche concurrentie verkeerden.

De dagelijksche voortbrenging van steenkool, ondergrondse en bovengrondse arbeider te zamen genomen, bereikt in België, naar men beweert, slechts 350 kilogram.

In Frankrijk	700 id.
In Duitschland	930 id.
In Engeland	1020 id.
In de Vereenigde Staten	3270 id.

Hier zou men, volgens de uitdrukking van een Duitsch statisticus, den mond moeten opendoen voor de cijfers, want, indien de gevolgtrekkingen, welke men daaruit maakt, juist waren, zou men moeten besluiten dat onze mijnwerkers zesmaal zooveel als de Amerikaansche en tweemaal zooveel als de Engelsche zouden moeten arbeiden. Doch niemand denkt er aan, dit te beweren. Deze verschillende toestanden bestonden vóór 1914 en nochtans, zij, die thans daarop steunen, zijn de eerste om te zeggen dat « België alsdan een benijde plaats bekleedde op de wereldmarkt ».

De waarheid is, dat andere factoren tusschenbeide komen in de wereldconcurrentie en dat niet alle te onzen nadeele zijn. Overigens, het lijdt geen twijfel dat onze toestand nog zou verbeterd zijn, indien onze nijveraars, afziende van den particularistischen geest die hen kenmerkt, er zich op toelagden minder

onbewerkte en meer bewerkte producten uit te voeren; elk hunner fabrieken na onderling overleg te specialiseeren, in plaats van steeds gelijkaardige fabrieken te willen voortbrengen, hetgeen de onkosten verhoogt en de kostende prijzen bezwaart; een machtige buitenlandsche handelsinrichting, geleid door mannen met initiatief en durf, te stellen tegenover de nationale syndicaten en de trusts van de andere landen. De « waardigheid van onze vakkundigen en de moed van onze arbeiders », welke men zoo vaak roemt, zouden het overige verrichten.

Het echte middel om onze nijveraars aan te zetten tot de heilzame hervorming van uitrusting en werkmethode, is niet ze terug te werpen in het « *dolce far niente* » van het verleden, toen men er koppig aan hield de armen onzer werklieden te stellen tegenover de mededinging van vreemde machines, maar wel aan de bedrijfshoofden te verbieden misbruik te maken van de mensche-lijke krachten, door den arbeidsdag van de werklieden te verkorten en door ze op die wijze te dwingen, tegenover de machines van het buitenland betere, sneller werkende en meer opbrengende machines te stellen.

De achturedag zal overigens ingevoerd worden en is het reeds in andere landen dan België.

Negen en dertig landen hebben deelgenomen aan de conferentie, waaruit de Internationale Arbeidsovereenkomst van Washington is geboren.

In Europa hadden dertien landen hem reeds vroeger in de wet, neergeschreven, namelijk: Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, Spanje, Frankrijk, Nederland, Polen, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Luxemburg en Portugal. Hij gaat ingevoerd worden in Engeland, Finland, Noorwegen, Zweden en Denemarken.

In de Vereenigde Staten bestaat hij reeds in de staten New-York, Californië, Connecticut, Illinois, Indiana, Missouri, Rio, Pensylvanië en Wisconsin.

Japan en Indië zullen een bijzonder stelsel krijgen en China zal volgen.

De zeer loffelijke bezorgdheid om te vermijden dat de beperkte arbeidsduur de loonsverhoging zou beletten, schijnt ietwat misplaatst, wanneer men bedenkt dat zij, die dit in 't midden brengen, zich over 't algemeen gekant hebben tegen het vaststellen der tegenwoordige loonen.

Uit de ondervinding is daarentegen gebleken dat de vermindering der werkuren telkens werd gevolgd door eene stijging der loonen.

Het tijdelijk verdwijnen van het reserveleger der werkloozen heeft als natuurlijk gevolg dat de balans van vraag en aanbod overhelt naar de zijde van de arbeidskrachten. Dit blijkt uit de cijfers van den heer Cyriel Van Overberghe in zijn boek over de arbeidsopzieners. Niet alleen zijn de nominale loonen altijd evenwijdig geklommen te gelijk met de vermindering der werkuren, maar de werkelijke loonen zijn gestegen, want tegelijkertijd hebben de verbruiksvoorwerpen eene zeer merkbare daling ondergaan.

Moeten wij ons nu ophouden met het weerleggen van de opwerping, als zou de wettelijke regeling de vrijheid van den arbeid krenken? In zijn verslag over de wetsvoorstellen van de heeren Helleputte en Bertrand heeft de heer Van

Cauwenbergh daarmee voorgoed gedaan gemaakt. Merken wij vooreerst op, dat dezelfde opwerping werd aangevoerd tegen de wet van 13 December 1889 tot bescherming van vrouwen en kinderen.

Wanneer men de zaak grondig beschouwt, stelt men al dadelijk vast dat de wettelijke regeling van den arbeid, instée van de vrijheid der arbeiders te benadeelen, deze integendeel verzekert. Men vergeete het niet, er is geen sprake van, de werklieden hun recht van mensch en van burger te beperken; het is er om te doen, de bedrijfshoofden te beletten, van hunne macht misbruik te maken door hun overdeven arbeidsdagen op te leggen.

« Voorzeker, zegde de heer Van Cauwenbergh ⁽¹⁾, moet de vrijheid der overeenkomsten geëerbiedigd worden, maar enkel onder voorwaarde dat de vrijheid van de contracteerende partijen gelijk weze aan beide zijden. Welnu, in onze sociale regeling is de werkman nog te veel aan zich zelf overgelaten, al te zeer afgezonderd om de voorwaarden van zijn arbeid in volle vrijheid te kunnen bespreken; over het algemeen kunnen de bedrijfshoofden en de patroons hunne voorwaarden opleggen, welke de werkman moet aannemen om zich de bestaansmiddelen te verschaffen voor zich zelf en zijn gezin, of moet verwerpen op gevaar af gedoemd te zijn tot armoede voor zich en de zijnen. »

Het niet regelen van den arbeid heeft overigens tot zoovele misbruiken geleid dat Kardinaal Manning uitriep: « Maar zoo, in zekere gevallen, het niet regelen van den arbeid leidt tot de vernietiging van het gezinsleven, tot een veronachtzamen der kinderen, zoo het de vrouwen en de moeders hervormt tot levende machines, de vaders en de echtgenooten — men vergeve mij het woord — tot lastdieren die opstaan vóór zonsopgang en 's avonds naar hun leger terugkeeren, afgetobt en met nog juist genoeg kracht om een stuk brood te nutten en zich neer te werpen op een nest om te slapen, dan bestaat het familieleven niet meer, en wij kunnen in dien zin niet voortgaan! »

Van de aangevoerde opwerpen blijft er dus niets over. Maar, zelfs wanneer zij waarheid mochten bevatten, zelfs wanneer de beperking van den arbeidsduur eene vermindering van de productie ten gevolge mocht hebben, zou niettemin de invoering van den achturedag zich opdringen.

In een land zooals het onze, waar nagenoeg 50 t. h. der bedienden en werklieden (505,455 op 1,274,608) moeten gaan arbeiden in eene andere gemeente dan die waar zij wonen, kan men niet langer meer nalaten den arbeidsduur te beperken, wanneer men rekening houdt met de noodwendigheden die het bewaren van het ras medebrengen. De toekomst van België hangt af van het lichamelijk, stoffelijk en zedelijk welzijn der arbeiders. Het is hoog noodig dat de wetgevende macht optrede om ze te beschermen.

« Wat betreft de stoffelijke en lichamelijke belangen, schreef Leo XIII in zijne beroemde encycieliek over den toestand der werklieden, de openbare macht moet in de eerste plaats deze waarborgen door ongelukkige werklieden te ont-

(1) Verslag, 28 Januari 1896.

trekken aan de klauwen van hunne uitbuiters, die geen onderscheid maken tusschen een mensch en eene machine en die zonder mate hunne personen gebruiken om hun onverzaadbare schraapzucht te voldoen. Een arbeid eischen die, terwil hij al de eigenschappen der ziel verstompt, het lichaam vernietigt en er de krachten van sloop tot de volledige uitputting toe, dat is eene handelwijze die noch de rechtvaardigheid noch de menselijkheid kunnen dulden. »

Beter kan het niet gezegd worden. En nochtans voegt men bij deze afdoende beschouwingen nog andere, die bewijzen hoe de plaats van den werkmán in de moderne wereld zich heeft verruimd. Men komt er eindelijk toe, in hem zijne waardigheid als mensch te eerbiedigen. Het Vredesverdrag, dat de keure van de rechten van den mensch en van den burger verjongt en vernieuwt, verklaart dat de arbeid niet eenvoudig moet beschouwd worden als eene waar of een handelsartikel. Voortaan zal, in het werk van de voortbrenging, de mensch niet meer mogen geslachtlofferd worden aan het product.

Maar het doet beroep op nog edeler gedachten, waar het de methodische regeling van de sociale rechtvaardigheid vastknoopt aan het evenwicht van den toekomstigen vrede. Geen vrede zonder rechtvaardigheid. En geen rechtvaardigheid zoolang de arbeidsvoorwaarden voor de overgrootte meerderheid der menschen zullen meebrengen ongerechtigheid, ellende en ontberingen, die verbittering en haat baren. De Volkenbond zal geen werkelijk eind kunnen maken aan de woelingen, waaronder de wereld heeft geleden in het verleden, en zal de kiemen der internationale verwickelingen niet kunnen wegnemen, zoo hij niet een heelmiddel vindt voor de kwalen en de ongerechtigheden van den tegenwoordigen toestand. En daarom heeft de Volkenbond, door het instellen van een bestendig organisme belast met de regeling van de arbeidsvoorwaarden door internationale overeenkomst, eene daad volbracht, welke het doel, dat hij nastreeft, vergt. Hij heeft de gedachte belichaamd, die in den grond van het Verdrag van Versailles ligt : de regeling van den vrede onder de volkeren door den vrede onder de menschen.

*
* *

De Internationale Arbeidsovereenkomst, voortgevloeid uit de bespreking, en te Washington, werd aangenomen met de bijna eenparige stemmen van de 88 afgevaardigden (82 vóór, 2 tegen en 4 onthouding) der 39 natiën die er deel aan namen

Het wetsontwerp, ingediend door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, bepaalt er zich bij, hare bepalingen in onze wetgeving over te brengen, ze tevens aanpassend aan de bijzondere toestanden van onze nijverheid en van onzen handel. Het is het eerste wetgevend werk dat op grond van de overeenkomst van Washington wordt opgemaakt. Men moet den ruimen geest, de nauwgezetheid en de lenigheid daarvan in gelijk mate prijzen.

De steller steunde, bij de toepassing der vastgestelde beginselen, op de vroegere en de jongste ondervinding opgedaan in ons land, om de verschillende modaliteiten daarvan te bepalen.

Draagwijdte.

Practischerwijze omvat het ontwerp alle nijverheidsbedrijven, behalve de uitzonderingen voorzien bij de Overeenkomst van Washington, evenals de kantoren der handelsbedrijven. Later zal de wet bij koninklijk besluit kunnen uitgestrekt worden tot het personeel der winkelbedrijven, der hotels, spijshuizen en dranksluiterijen, evenals tot de werklieden en tot de bedienden, andere dan de handelsbedienden werkzaam in de handelsbedrijven (art. 1).

Beginsel.

Het grondbeginsel van de wet ligt in eene dubbele beperking van den arbeidsduur: acht uren per dag en acht en veertig uren per week (art. 2).

Maar in vele gevallen zou het niet toepasselijk zijn, zoo het niet eene zeer groote lenigheid had. Daarom werd eene gansche reeks afwijkingen voorzien.

Zij zijn van drieërlei, zeer verschillenden aard :

De eerste duiden de uitzonderingen aan, wat betreft de reeksen belanghebbenden, of, volgens de noodwendigheden van het bedrijf of van de natie, beperken of schorsen de toepassing van het beginsel der wet;

De tweede, rekening houdend met de gestelde gebruiken en met den aard van het werk, hebben een uitsluitend vergoedingskenmerk ;

De derde, die de feitelijke onmogelijkheden en de onvoorziene omstandigheden betreffen, laten binnen zekere gegevens overuren toe.

Tot de eerste groep behooren die, welke ten gevolge hebben :

1^o Het voordeel der wet te ontzeggen aan de personen belast met het bestuur, het toezicht of een vertrouwenspost, de handelsreizigers en de huisarbeiders (art. 2);

2^o Tot minder dan acht uren te verminderen den arbeidsduur van de kolenmijnwerkers, arbeidende in ruimten die, namelijk wegens overmatige warmte of vochtigheid, bijzonder ongezond zijn (art. 11)

3^o De toepassing der bij de wet uitgedrukte of voorziene beperkingen te schorsen in geval van oorlog of van eene gebeurtenis die een gevaar voor 's Lands veiligheid biedt (art. 12).

Tot de tweede groep behooren die, welke ten doel hebben :

1^o De instelling van de Engelsche week, verlof van Zaterdagmiddag, door den duur van den arbeid de eerste vijf dagen der week te verlengen, zonder negen uur te mogen overschrijden (art. 2);

2^o De afwisseling der ploegen mogelijk te maken in de bedrijven, waarin het werk door wisselploegen wordt verricht, mits de gemiddelde duur van den werkelijken arbeid, berekend over een tijdruimte van ten minste drie weken, niet acht uren per dag en acht en veertig uren per week overschrijdt (art. 3);

Draagwijdte.

Practischerwijze omvat het ontwerp alle nijverheidsbedrijven, behalve de uitzonderingen voorzien bij de Overeenkomst van Washington, evenals de kantoren der handelsbedrijven. Later zal de wet bij koninklijk besluit kunnen uitgestrekt worden tot het personeel der winkelbedrijven, der hotels, spijshuizen en dranksluiterijen, evenals tot de werklieden en tot de bedienden, andere dan de handelsbedienden werkzaam in de handelsbedrijven (art. 1).

Beginsel.

Het grondbeginsel van de wet ligt in eene dubbele beperking van den arbeidsduur : acht uren per dag en acht en veertig uren per week (art. 2).

Afwijkingen.

Maar in vele gevallen zou het niet toepasselijk zijn, zoo het niet eene zeer groote lenigheid had. Daarom werd eene gansche reeks afwijkingen voorzien.

Zij zijn van drieërlei, zeer verschillende aard :

De eerste duiden de uitzonderingen aan, wat betreft de reeksen belanghebbenden, of, volgens de noodwendigheden van het bedrijf of van de natie, beperken of schorsen de toepassing van het beginsel der wet ;

De tweede, rekening houdend met de gestelde gebruiken en met den aard van het werk, hebben een uitsluitend vergoedingskenmerk ;

De derde, die de feitelijke onmogelijkheden en de onvoorziene omstandigheden betreffen, laten binnen zekere gegevens overuren toe.

Tot de eerste groep behooren die, welke ten gevolge hebben :

1^o Het voordeel der wet te ontzeggen aan de personen belast met het bestuur, het toezicht of een vertrouwenspost, de handelsreizigers en de huisarbeiders (art. 2) ;

2^o Tot minder dan acht uren te verminderen den arbeidsduur van de kolenmijnwerkers, arbeidende in ruimten die, namelijk wegens overmatige warmte of vochtigheid, bijzonder ongezond zijn (art. 11) ;

3^o De toepassing der bij de wet uitgedrukte of voorziene beperkingen te schorsen in geval van oorlog of van eene gebeurtenis die een gevaar voor 's Lands veiligheid biedt (art. 12).

Tot de tweede groep behooren die, welke ten doel hebben :

1^o De instelling van de Engelsche week, verlof van Zaterdagmiddag, door den duur van den arbeid de eerste vijf dagen der week te verlengen, zonder negen uur te mogen overschrijden (art. 2) ;

2^o De afwisseling der ploegen mogelijk te maken in de bedrijven, waarin het werk door wisselploegen wordt verricht, mits de gemiddelde duur van den werkelijken arbeid, berekend over een tijdruimte van ten minste drie weken, niet acht uren per dag en acht en veertig uren per week overschrijdt (art. 3) ;

3^o De vaststelling mogelijk te maken van eene gelijkwaardige beperking als die door het beginsel der wet gehuldigd voor een langere tijdruimte dan een week, waar het geldt :

- a) De seizoenbedrijven;
- b) De bedrijven, waarin wind uitsluitend als drijfkraft wordt gebruikt;
- c) De bedrijven, waarin de drijfkraft uitsluitend door water wordt verschaft en waarin men kan gedwongen zijn, wegens droogte of overstroming den arbeid te schorsen;
- d) De overige bedrijven in de uitzonderlijke gevallen, waarin de achturedag of de Engelsche week niet mochten toepasselijk worden geacht (art. 5).

Behooren tot de derde groep de afwijkingen, welke ten doel hebben, het overschrijden van de grenzen van den achturedag en van de acht-en-veertig-urenweek toe te laten :

1^o Voor de werken, waarvan de uitvoering, wegens hunnen aard, niet kan onderbroken worden. In dit geval moet het getal werkdagen noodzakelijk van zes op zeven per week worden gebracht. Het gevolg daarvan is, dat het gemiddeld getal arbeidsuren per week van acht en veertig wordt gebracht op zes en vijftig, berekend over eene tijdruimte van drie weken (art. 4);

2^o In de bedrijven of bedrijfstakken, waarin :

- a) De tot uitvoering van den arbeid noodige tijd, wegens den aard daarvan, niet nauwkeurig kan worden bepaald;
 - b) De te verwerken grondstoffen spoedig kunnen ontaarden;
- Een koninklijk besluit zal telkens het toegelaten maximum-getal overuren bepalen. (Art. 6.)

3^o Wat betreft :

- a) De voorbereidende of aanvullende werken, die noodzakelijk moeten verricht worden buiten den voor het algemeen voortbrengingswerk gestelden tijd (stokers, smeeders, enz.)
- b) De werken, die geschieden om een overkomen of dreigend ongeval te verhelpen of te verhinderen;
- c) De dringende werken aan machines of aan materieel en werken opgedrongen door overmacht of door een onvoorziene noodwendigheid, voor zoover de uitvoering er van buiten de gewone arbeidsuren volstrekt noodzakelijk zij om een ernstige belemmering in den gewonen gang van het bedrijf te verhinderen. (Art. 9.)
- d) De werken bestemd om gevolg te geven aan buitengewoon talrijke bestellingen, door onvoorziene gebeurtenissen veroorzaakt (art. 7).

De wet zou echter uit haar verband gerukt zijn, zoo de afwijkingen zelf niet zorgvuldig omschreven werden.

Daarom :

1^o Wat betreft de afwijkingen ter vergelding :

- a) Bepaalt het ontwerp op negen uren den arbeidsduur der eerste vijf werkdagen in geval van toepassing der Engelsche week (art. 10);

b) Brengt het den arbeidsdag op tien uur, wanneer het werk door wisselploegen wordt verricht (art. 40);

c) Stelt het de in te voeren afwijkingen afhankelijk van afspraken tusschen de groepen van bedrijfshoofden en de arbeidersgroepen, door den Koning goedgekeurd (art. 5).

2^o Wat betreft de afwijkingen die aanleiding geven tot overuren :

a) Beperkt het tot twee uur daags, buiten de regelmatige acht uren, den maximum-duur der aanwezigheid — en niet den werkelijken duur van den arbeid — van de personen belast met het uitvoeren van de voorbereidende of aanvullende werken, welke een koninklijk besluit zal moeten bepalen (art. 40);

b) Beperkt het tot drie maand, in den loop van een jaar, den tijd waarvoor de machtiging kan verleend worden om den achturedag of de acht-en-veertig-urenweek te overschrijden, opdat er gevolg kunne gegeven worden aan buitengewoon talrijke bestellingen wegens onvoorziene gebeurtenissen gedaan (art. 7).

c) Doet het van een koninklijk besluit afhangen de toegelaten overuren, alsmede de bepaling van hun maximum in de bedrijven, waarin de tot uitvoering van den arbeid noodige tijd niet nauwkeurig kan worden bepaald wegens den aard er van, en in die waarin de te verwerken gronstoffen zeer spoedig kunnen ontaarden (art. 6).

Geene grens wordt natuurlijk voorzien, wat betreft de werken ondernomen om een ongeval te voorkomen of er in te voorzien, alsmede de dringende werken door eene onvoorziene noodwendigheid opgelegd.

Arbeidsdag.

De wet, welke het vraagstuk van de Zondagsrust, reeds in een anderen tekst voorkomende, feitelijk oplost, strekt ook tot het verbod van den nachtarbeid. Met dit doel bepaalt zij de grenzen, binnen welke de arbeidsdag dient te worden gesteld (tusschen 6 uur 's morgens en 8 uur 's avonds, art. 8).

Door de loopende gebruiken zijn een heele reeks uitzonderingen opgelegd. Daaronder vindt men natuurlijk de meeste reeds in aanmerking genomen afwijkingen. Daarbij dient echter te worden gevoegd die, aangenomen voor de broodbakkerijen waar, om den nachtarbeid te doen ophouden, de arbeidsduur mag gesteld worden tusschen 4 uur 's morgens en 9 uur 's avonds (art. 8).

Loonsverhoogingen en toezicht.

De wet, aldus opgevat, zal allicht op al de toestanden aan te passen zijn. Doch juist wegens hare al te groote lenigheid, zou zij gevaar loopen vaak te worden overtreden, zoo zij niet tevens een tegenwicht voor de overdreven afwijkingen en eene ernstige inrichting van het toezicht bevat.

Om hun getal te beperken, voorziet de wet dat de feitelijke overuren, boven acht uren per dag of boven acht-en-veertig uren per week, behalve de gevallen van toepassing der Engelsche week of het werken met wisselploegen,

zullen betaald worden tegen een bedrag, dat dit van het gewoon loon zal overschrijden met ten minste 25 t. h. (art. 13).

Het toezicht op de naleving der wet wordt derwijze ingericht dat :

1^o Door middel van aanplakking der wetsbepalingen het personeel der bedrijven kennis krije van de regeling welke dient te worden toegepast : werkplaatsreglement (art. 16 en 18);

2^o De overuren en de arbeiders, die ze verrichten, zorgvuldig zullen worden aangeteekend in een bijzonder register, dat op elke aanvraag moet vertoond worden (art. 6);

3^o De ambtsbevoegdheden der ambtenaren van toezicht zoo uitgebreid zijn als noodig blijkt en dat hun getal toereikend zij (art. 18 en 19).

Straffen.

De straffen zijn toepasselijk :

1^o Op de arbeiders evenals op de bedrijfshoofden, die het door de wet voorgeschreven toezicht belemmeren (art. 21);

2^o Op de bedrijfshoofden, patroons, bestuurders of zaakvoerders, die verzuimd hebben het werkplaatsreglement aan te plakken, houdende de bepalingen betreffende den achturedag en de acht-en-veertig-urenweek, die geen bijzonder register gehouden hebben, waarin, naar gelang zulks voorkomt, de overuren diencn te worden aangeteekend, of die de koninklijke besluiten, met het oog op het toezicht genomen, overtreden (art. 22);

3^o Op de bedrijfshoofden, patroons, bestuurders, zaakvoerders of aangestelden, die de verbodsbepalingen overtreden, welke in deze wet en in de besluiten betreffende de uitvoering daarvan zijn uitgedrukt, die de loonen verminderen wegens de toepassing van den achturedag of die het loon der overuren niet met ten minste 25 t. h. hebben verhoogd (art. 20).

Voor elke dezer overtredingen wordt een zelfde straf voorzien : 26 frank tot 100 frank boete. Zij moet worden toegepast evenzooveel maal als er personen arbeiden in strijd met de wet of met de besluiten, zonder dat al de boeten te zamen 1,000 frank mogen overschrijden.

Bij herhaling binnen één jaar na de vorige veroordeeling worden de straffen verdubbeld, zonder dat al de boeten te zamen de som van 2,000 frank mogen overschrijden.

De bedrijfshoofden zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen der geldboeten (art. 23).

Rechtsvervolgingen kunnen tegelijkertijd tegen een of meer personen ingesteld worden (art. 34).

Zij verjaren door verloop van een volle jaar na den dag, waarop de overtreding begaan werd (art. 25).

Verworven loon.

Om alle wrijving of mogelijk geschil naar aanleiding van de toepassing der wet te vermijden, bepaalt het ontwerp dat de beperking van den arbeidsduur, in geen geval, aanleiding mag geven tot eene loonsvermindering (art. 13).

Voorafgaande overeenkomsten.

Het is dezelfde bekommering die het Ministerie van Arbeid, op grond van de jongste ervaringen, er toe bracht het uitoefenen van de voorrechten der centrale macht in zekeren zin te doen afhangen van de voorafgaande overeenkomsten tusschen groepen van bedrijfshoofden en arbeidersgroepen.

Zulke voorafgaande overeenkomsten zijn voorzien voor de meeste afwijkingen (art. 1, 4, 5, 6, 7, 9 en 27). Echter, wat betreft de afwijkingen gebillijkt door buitengewoon talrijke bestellingen wegens onvoorziene gebeurtenissen, is het de Gouverneur die ze verleent. Zij houden op, van kracht te zijn, indien, binnen tien dagen na zijne dagtekening, het besluit van den Gouverneur niet goedgekeurd wordt door den Minister.

Ambtsbevoegdheden van de centrale macht.

Ministerieele of koninklijke besluiten kunnen genomen worden in de volgende gevallen :

1^o Afwijkingen van het beginsel van den achturedag of van de acht-en-veertig-urenweek (art. 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12);

2^o Afwijkingen, wat betreft de bepaling der uren, binnen welke de arbeidsdag moet bepaald zijn (art. 8);

3^o Toezicht op de uitvoering der wet, beschikking met het oog op het toezicht door en de ambtsbevoegdheden van de ambtenaren (art. 16 en 18);

4^o Inwerkingtreding. Bepaling van een vroegeren datum dan dien door de wet bepaald.

Om de bevoegdheden uit te oefenen, toegekend door de artikelen :

1. — Uitbreiding van de draagwijdte der wet.

4. — Berekening van het gemiddeld getal arbeidsuren naar een anderen grondslag dan een tijdruimte van drie weken.

5. — Gelijkwaardige beperking tot acht uren of acht-en-veertig uren over eene langere tijdruimte dan een week.

6. — Overuren.

9. — Voorbereidende of aanvullende werken — afwijkingen met betrekking op het werk bij tussehenpoozen.

27. — Vervroegde inwerkingtreding van de wet.

De centrale macht zal het advies moeten inwinnen van :

- a) De vereenigingen der betrokken bedrijfshoofden en arbeiders ;
- b) De bevoegde afdeelingen der Nijverheids- en Arbeidsraden ;
- c) Den Hoogen Gezondheidsraad ;
- d) Den Hoogen Arbeidsraad.

Wanneer afspraken bestaan tusschen de vereenigingen der betrokken bedrijfshoofden en die der betrokken arbeiders, moeten de besluiten zich daaraan gedragen (art. 14).

Inwerkingtreding.

De datum, waarop de wet in werking treedt (1 Juli 1921), is de uiterste datum, door de Overeenkomst van Washington bepaald.

Bijkomende bepalingen.

De bijkomende bepalingen hebben alleen ten doel, de bepalingen der ontworpen wet in eenklank te brengen met die vervat in de wetten van 13 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen, van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jeugdige personen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen, en van 17 Juli 1903 op de Zondagsrust in de nijverheids- en handelsbedrijven.

* * *

Met vijf stemmen tegen eene heeft de Middenafdeeling het geheele wetsontwerp aangenomen.

Zij achtte het echter onontbeerlijk, verscheidene aanmerkingen in het midden te brengen en enkele lichte wijzigingen aan te brengen.

Uitbreiding van de wet.

Wat betreft de draagwijdte der wet, bij artikel 1 omschreven, vroeg zij zich af, of die draagwijdte diende streng beperkt te worden tot de nijverheidsbedrijven en of men de gelijkstelling, met de begunstigde groepen, van het personeel der winkelbedrijven, alsook van de arbeiders en bedienden die geen kantoorbedienden zijn en in de handelsbedrijven werkzaam zijn, diende te verdagen, mits men ze afhankelijk stelt van de machtiging door den Koning.

De meerderheid is niet van meening, dat de weldaad van de wet tot de nijverheidsarbeiders alleen dient te worden beperkt. Onder den drang van de hervormingen ingevoerd in de nijverheidsbedrijven, zijn er talrijke handelshuizen, die hun inwendige regeling hebben gewijzigd en die, feitelijk, de bepalingen zijn vooruitgelopen, welke de wet algemeen maken wil. Hield men de handelsondernemingen buiten de beweging, dan zou men feitelijk, met het oog op de mededinging, de winkelbedrijven bevoordeelen, welke dezen weg

niet zijn opgegaan. Nu, het is juist in de kleinere winkels dat de arbeidstoestanden meestal de ongunstigste zijn. Vaak zijn de winkeljuffers tevens dienstmeiden. Haar dienst is feitelijk onbegrensd. Door haar buiten de wet te houden, zou men de ongelukkigsten en de zwaksten zonder bescherming laten.

Dit is ook ongeveer het geval, zoo men den toestand nagaat van de arbeiders en bedienden, die in de handelsbedrijven buiten de kantoren werkzaam zijn. Zij bewegen zich in een midden waar de bescherming door de wet laattijdig voorkwam en dit is eene reden te meer om in hun voordeel op te treden.

Toezicht.

Artikel 2 sluit zekere personen van de weldaad der wet uit, namelijk :

« De personen belast met het bestuur, het *toezicht* of met een vertrouwens post. »

De Middenafdeeling beschouwt het woord « *toezicht* » als eene overbodige verklaring van het woord « *bestuur* ». Er kan in elk geval geen sprake van zijn, onder dit woord te rangschikken de werkplaatshoofden, meestergasten, toezichters, ploeg- of groepbazen, bijzondere wachters, enz., die tot nu toe in de fabrieken tot denzelfden dienst verplicht waren als de arbeiders en op wie de beperkingen, ten bate dezer laatste, sedert den wapenstilstand gedaan, van toepassing zijn. Aldus, zoo de uitdrukking in de wet gehandhaafd werd, zou zij slechts aanleiding kunnen geven tot menigvuldige verklaringen en geschillen. Bijgevolg stelt de Middenafdeeling voor, haar te doen wegvallen.

Overuren.

Bij artikel 7 is er sprake van afwijkingen, voor een bepaalden tijd door den Gouverneur te verlenen, ten einde de bedrijfshoofden in staat te stellen gevolg te geven aan buitengewoon talrijke bestellingen wegens onvoorziene gebeurtenissen.

De machtiging, zoo luidt het, kan voor niet meer dan drie maanden in den loop van één jaar verleend worden.

Geen melding wordt er gemaakt van eenige beperking der uren. Wil dat zeggen dat er geene voorzien werd? Het onduidelijk karakter van deze bepaling zou al de misbruiken mogelijk maken. Het is dus beter, een maximumgetal overuren in dit geval te bepalen en de in het artikel aangegeven tijdruimte te doen wegvallen. De Middenafdeeling is van meening dat, door dit maximum op vijf en twintig uren in den loop van één jaar te bepalen, men ruim spel laat aan de mogelijke gebeurtenissen. Door verder te gaan, zou men gevaar loopen het beginsel van de wet al te veel te ontzenuwen.

Men moet inderdaad niet uit het oog verliezen dat de aldus bepaalde overuren kunnen samengaan met tal van andere, die het gevolg zijn van talrijke elders voorziene afwijkingen, namelijk wat betreft :

De werken, waarvan de tot uitvoering noodige tijd, wegens den aard er van, niet nauwkeurig kan worden bepaald;

De bedrijven, waarin de stoffen zeer spoedig kunnen ontaarden ;
 De voorbereidende en aanvullende werken ;
 De werken genoodzaakt door een overkomen of dreigend ongeval ;
 De spoedvereischende werken aan machines of materieel en de werken opgelegd door overmacht of door eene onvoorziene noodwendigheid.

Verlofdagen tot vergelding.

Wat betreft de werken, waarvan de uitvoering, wegens hunnen aard, niet kan onderbroken worden (art. 4), is het onontbeerlijk het getal arbeidsdagen per week te brengen van zes op zeven en het getal arbeidsuren per week van acht-en-vertig op vijf-en-zestig.

De arbeiders, op wie deze regeling van toepassing is, hebben dus nooit een regelmatig wkeelijkschen rustdag. Men mag hen niet veroordeelen, te werken zonder poozen van den eersten tot den laatsten dag van hun bestaan. Het wetsontwerp rept geen woord van de vergeldingen, die het billijk zou zijn hun toe te staan. Doch artikel 4 der Internationale Overeenkomst van Washington bepaalt : « Die regeling zal geen invloed hebben op de verlofdagen, die aan de arbeiders door de patronale wetten kunnen verleend worden ter vergelding van hunnen wkeelijkschen rustdag. »

De Middenafdeeling was van meening dat de waarbogen, welke de patronale wetten aan deze arbeiders zouden kunnen geven, al te onzeker zijn en zij stelt voor, aan artikel 4 eene bepaling toe te voegen, krachtens welke aan de werklieden, die verplicht zijn zeven dagen per week te arbeiden, beurtelings en ter vergelding een verlof van een en twintig volle dagen per jaar dient te worden verleend, wat gelijkstaat met een halven dag verlof per week.

Daar de bij artikel 9 voorziene voorbereidende en aanvullende werken twee overuren per dag kunnen bedragen, zullen zij ten gevolge hebben, dat voor sommige arbeiders de zestigurenweek opnieuw ingevoerd wordt.

In navolging van het vorig geval, is de Middenafdeeling van meening dat ook deze arbeiders dienen schadeloosgesteld te worden met een jaarlijksch verlof van drie maanden ter vergelding.

Loonsverhooging.

In overeenstemming met de Overeenkomst van Washington, bepaalt artikel 13 van het wetsontwerp dat voor de overuren 25 t. h. zal betaald worden boven het gewoon loon. Dit voorschrift zou veel minder geven dan wat krachtens de in de meeste onzer bedrijven gevestigde gebruiken verleend wordt.

Uit overeenkomsten tusschen de groepen van bedrijfshoofden en de arbeidersgroepen blijkt, dat het bedrag der overuren verhoogd wordt :

- 1^o Voor de eerste twee uren met 25 t. h. ;
- 2^o Voor de volgende uren met 50 t. h.

Voor het Zondagswerk wordt het gewoon loon verhoogd met 100 t. h.

De Middenafdeeling stelt voor, deze bepalingen in de wet op te nemen.

Verworven dagloon.

De wegens toepassing dezer wet veroorzaakte beperking van den arbeidsduur mag, zegt artikel 13, in geen geval loonsvermindering ten gevolge hebben.

Deze formule is niet nauwkeurig genoeg. De groote werkstaking in de Fransche metaalnijverheid, welke vorig jaar losbrak na de aanneming der wet op den achturedag, is te wijten aan eene gelykaardige bepaling.

Zij dient te worden aangevuld in dezen zin dat, in geen geval, de toepassing van de wet op den achturedag eene vermindering van het verworven dagloon mag ten gevolge hebben.

Uitstel.

Om de Hem bij sommige artikelen der wet gegeven opdracht te volbrengen, moet de Koning het advies inwinnen van de vereenigingen van de betrokken bedrijfshoofden en arbeiders der bevoegde afdeelingen van den Nijverheids- en Arbeidsraad, van den Hoogen Gezondheidsraad en van den Hoogen Arbeidsraad. Naar luid van artikel 14 moeten deze colleges en vereenigingen hun advies uitbrengen binnen *twee maanden* nadat het hun wordt gevraagd. Deze termijn is veel te lang en zou een oorzaak van ontstemming kunnen worden. Zij dient op ééne maand te worden verminderd.

Aanplakking.

De artikelen 15 en 17 schrijven de aanplakking voor van sommige bepalingen, welke overigens door middel van bijkomende bepalingen in de wet op de werkplaatsreglementen zijn opgenomen. Wegens de talrijke afwijkingen acht de Middenafdeeling het noodig, de aanplakking van de wet naast het werkplaatsreglement te vorderen.

Strafbepalingen.

De straffen, voorzien bij de artikelen 20, 21, 22 en 24, beperken zich tot eene boete van 26 tot 1,000 frank.

De Middenafdeeling acht die ontoereikend.

In de landen, waar de achturedag wettelijk ingevoerd is, zijn de straffen over 't algemeen veel zwaarder.

Zij bedragen :

In Duitschland : ten hoogste 2,000 mark of 6 maanden gevangenisstraf ;

In Finland : 25 tot 1,000 mark voor lichte overtreding ;
 10,000 mark, zoo het den arbeidsduur betreft ;
 20,000 mark, zoo de overtreding bedreven werd ondanks het verbod van den dienst van arbeidstoezicht of bij herhaling.

Wanneer de werkgever de Staat, eene gemeente of eene provincie is, dan is de aansprakelijke ambtenaar strafbaar met eene boete van 25 tot 1000 mark.
 — Herhaling : 2,000 mark.

Polen : 5,000 mark, van bestuurswege opgelegd.

Tsjecho-Slowakije : 2,000 kronen of drie maanden lijfswang. Herhaling : 5,000 kronen of 6 maanden gevangenisstraf.

Luxemburg : 26 tot 3,000 frank of 8 dagen tot 3 jaren gevangenisstraf.

Portugal : boete bedragende eene maand loon van elken wederrechtelijk te werkgestelden arbeider. De werkgever, die een arbeider wegzendt, omdat deze de naleving van het decreet zou geeischt hebben, is strafbaar met een boete bedragende een jaar loon van den aldus weggezonden arbeider.

De Middenafdeeling acht dat de straffen, bepaald door het wetsontwerp tot waarborg der syndicale vrijheid, hier dienden opgenomen te worden. Daarom stelt zij eene boete voor van 26 tot 200 frank en acht dagen tot eene maand gevangenisstraf.

Verjaring.

Volgens artikel 25 zal de strafvordering ingevolgd eene overtreding dezer wet verjaren door verloop van een volle jaar, te rekenen van den dag waarop de overtreding begaan werd. Deze tijdsruimte blijkt kort. Om de redenen, opgegeven door den heer Bertrand in zijn wetsvoorstel ⁽¹⁾, stelt de Middenafdeeling voor den duur van de verjaring op drie jaar te bepalen.

* * *

NOTA VAN DE MINDERHEID.

De nota van de minderheid is feitelijk de uitdrukking van de gedachte van een enkel lid der Middenafdeeling, die zijne goedkeuring onthield aan het wetsontwerp, door de Regeering op 26 Maart 1920 ingediend tot invoering van den achturedag en van de acht-en-veertigurenweek : hij kon er zich niet toe besluiten, zich te vereenigen met het beginsel van de beperking van den arbeidsduur voor de volwassenen in al de handels- en nijverheidsbedrijven.

Zijne beschouwingen, die hieronder volgen, binden geenszins zijne medeleden van het Parlement die, evenals hij, tot de liberale partij behooren ; zij

(1) 26 Februari 1895.

werden hun niet voorgelegd, en wel met des te meer rede, daar het ontwerp, dat aan de Wetgevende Kamers is voorgelegd, van de Regeering uitgaat.

De hiernavolgende opmerkingen gelden natuurlijk niet voor de wetten en reglementen betreffende de gevaarlijke en ongezonde inrichtingen, den kinderarbeid en, in sommige gevallen, den arbeid der volwassen vrouwen.

De eischen van den oorlog, die de volstreckte macht der militaire overheid ten gevolge hadden en de algemeene regeling, door den Staat, van het bestaan van al de burgers hebben de menschelijke vrijheid diep gekrenkt. Om het duitsch imperialisme en ook zijne beginselen van onderwerping van de volkeren en de rechten der burgers aan de duitsche staatscultuur te overwinnen, om de zegepraal van het recht en de vrijheid te verzekeren, hebben de burgers van al de beschaafde natiën zonder aarzelen, doch voorloopig, afstand gedaan, in de handen van den Staat, van deze vrijheid, voor welker behoud zij den strijd aanbonden.

De volkeren mochten hopen dat de getrooste offers hun op het einde van dit wreede tijdperk de weldaden van deze duurzame, eindelijk heroverde vrijheid zouden verzekeren.

En nochtans is de indruk van het Etalisme zoo diep, waarschijnlijk wegens den duur van den oorlog, dat de meeste Regeeringen van Europa er niet in toestemmen, tot de beginselen eener gezonde en vruchtbare vrijheid terug te keeren en de bestendige hemoeyenis van den Staat op meer dan een gebied willen behouden of vestigen.

De algemeene regeling van den handenarbeid der volwassenen schendt het beginsel van de persoonlijke vrijheid.

Het wetsontwerp tot regeling van den arbeid der volwassenen schendt de persoonlijke vrijheid gewaarborgd door onze Grondwet, welke doordrongen is van de beginselen die men onsterfelijk achtte, namelijk die van de verklaring van de rechten van den mensch.

De vrijheid van den arbeid, met a. w. het recht voor den vrijen burger om te arbeiden volgens zijne neigingen, zijne bekwaamheid en zijne behoeften, is niets anders dan een der bijzonderste uitingen van de persoonlijke vrijheid.

Niemand denkt er nog aan, meen ik, de intellectuele vrijheid van den burger namelijk den arbeid van de gedachten en van het menschelijk vernuft te beperken; men stelt geen wet voor tot beperking van den arbeid van intellectueelen, denkers, wijsgeeren, letterkundigen, uitvinders, geneesheeren, advocaten, ingenieurs, handelaars, nijveraars, enz., enz.

De vrijheid van den arbeid is een heilig bezit, een onvervreemdbaar recht: de Staat heeft tot plicht, de volstreckte oerbiediging van deze vrijheid te waarborgen; het zou hem moeten ontzegd zijn er de hand aan te slaan, het betreffe hoofdarbeid of handenarbeid.

Het onvermijdelijk gevolg van elke wet van dien aard is, dat er klassen van burgers volgens hun beroep en den aard van hun arbeid worden ingesteld.

De arbeiders zullen verdeeld worden in twee groote klassen: de hoofdarbeiders en de handenarbeiders.

De meest volledige menschelijke vrijheid zal aan de eersten toegekend zijn; de wet zal den meest ernstigen aanslag plegen op de vrijheid der laatsten,

alsof voor beiden het eerste vereischte van waardigheid en geluk niet de onafhankelijkheid is. De hoofdarbeider zal een volstrekt vrij burger zijn; de handenarbeider zal een betrekkelijk vrij burger zijn; hij zal eene « capitis diminutio » ondergaan.

Wanneer men de gevolgen van een zoodanig ontwerp en de onloochenbare strekking tot algemeene gelijkstelling van al de handenarbeiders nagaat, dan komt men tot dit besluit dat de landen, waarvan de arbeidsvrijheid van de arbeiders aan banden wordt gelegd, het land, in een zeer korte toekomst, zal berooven van deze intellectueele keur, welke voortdurend in de arbeidersklasse aangeworven wordt en de kracht, alsmede de grootheid van België uitmaakt.

Worden die heerlijke Belgische burgerij, die hoofdarbeiders, die geleerden die uitvinders, onze medeburgers van de vrije beroepen, de ingenieurs, de handelaars, de nijveraars, enz., enz., niet grootendeels aangeworven in de arbeidersklasse?

Is het niet door den vrijen arbeid van den vader, van den grootvader, wellicht, soms van de moeder, is het niet door de geringe winsten die zij op een stoeren arbeid konden maken, dat zij aan hunne zonen een meer volledig onderwijs konden geven? Is het niet door de opvoeding aan den vaderlijken haard, door het voorbeeld van vlijt dat zij er ontvingen, dat deze werkzame zonen van moedige arbeiders tot hooge ambten en betrekkingen konden geraken tot het grootste welzijn van het land? Is het niet aanmoedigend vast te stellen, hoe talrijke arbeiderskinderen onbelemmerd opklimmen tot het bestuur van den handel en van de nijverheid; het is een van de kenmerken van België: het heeft dezen gelukkigen toestand, die iedereen toelaat op te komen, te danken aan zijne Grondwet en aan de uitstekende toepassing van hare vrijzinnige beginselen.

Enkele jaren voor den oorlog werd door een man, die tot een hooge maatschappelijke betrekking was geraakt, dank zij alleen zijn verstand en zijnen arbeid, eene statistiek opgemaakt van de ingenieurs en bestuurders van vennootschappen in de streek van Luik: meer dan de helft hadden de eer, voor vader te hebben dappere en moedige handenarbeiders of geringe handelslieden.

De regeling van den arbeid, door den keurarbeider te beletten zijne bekwaamheid naar belieste te benuttigen, zal zijne inkomsten verminderen en hem verhinderen, aan zijne kinderen het onderwijs te doen geven, dat hem bevalt: voor zijn gezin, voor de ontwikkeling en de toekomst van het land zal het een onherstelbaar kwaad zijn.

Het Vredesverdrag en de Volkenbond.

Het beginsel van den achturendag en de acht-en-veertigurenweek in de nijverheid, behoudens uitzondering of bijzondere omstandigheden, werd in het Vredesverdrag vastgesteld.

De volstreekte voorwaarde, gesteld voor de toepassing van dit beginsel was, dat al de ter Conferentie van Versailles vertegenwoordigde Staten het eens zouden zijn om het Vredesverdrag te bekrachtigen en deel uit te maken van den Volkenbond: het staat thans vast dat de Vereenigde Staten van Amerika, die een

nijverheidsland van groote voortbrenging zijn, weigeren het Vredesverdrag te onderteekenen en lid te worden van den Volkenbond.

De Internationale Arbeidsconferentie, die een onderdeel van den Volkenbond is, vergaderde te Washington; de Vereenigde Staten van Amerika hebben geen werkdadig deel genomen aan deze conferentie, evenmin als aan de latere vergaderingen.

Talrijke landen, waaronder er zijn die hcelemaal niet van den oorlog te lijden hadden, wel integendeel, hebben belangrijke afwijkingen gevraagd en verkregen.

De Conferentie van Parijs heeft de akte goedgekeurd, welke in een-en-veertig artikelen, de keure van den arbeid uitmaakt; doch deze Internationale Overeenkomst van den Arbeid zal alleen dan kracht van wet hebben tegenover elk land, wanneer zijn parlement het in zijne wetgeving zal ingevoerd hebben.

In het wetsontwerp, bij de Belgische Kamer ingediend, komt geen enkel voorbehoud dienaangaande voor : de Vereenigde Staten treden tot de overeenkomst niet toe, Duitschland maakt geen deel uit van den Volkenbond; andere landen, namelijk Zwitserland, schijnen er op uit te zijn, deze nieuwe wetgeving op den arbeid niet aan te nemen, of zullen haar slechts goedkeuren, zoo belangrijke uitzonderingen in hun voordeel worden ingewilligd, enz., enz. Ons land zou niettemin gebonden zijn, zoo de wet aangenomen wordt.

Mag België, dat gewis tot nog toe zich niet te beloven had van de handelwijze te zijner opzichte, dat nog niets bekomen heeft van de plechtig beloofde herstellingen, wiens nijverheid en handel, vrijwillig door Duitschland ten onder gebracht, slechts met moeite heropleven, wiens financiën beroerd zijn en wiens heropbeuring langzaam en moeilijk is; mag België eene wet aannemen, die verder strekt dan in andere landen, vermits zij ook op den handel slaat, welke strenger en harder is dan die door andere landen aangenomen, vermits zij niet de minste afwijking noch beperking toelaat?

De Regeering, wanneer zij bij artikel 27 bepaalt « dat de wet in werking treedt op 1 Juli 1921 », zou ten minste een voorbehoud moeten maken betreffende de toetreding, door de Mogendheden beloofd, alsmede betreffende de uitdrukkelijke goedkeuring van Duitschland : de wet zou slechts in werking moeten treden ingeval al de natiën, die het Vredesverdrag hebben onderteekend, in hunne wetgeving dezelfde wet zouden opnemen dan die welke ons voorgesteld wordt.

Hoe begrijpelijk de opwerpen zijn tegen eene algemeene wetgeving op den arbeid.

Het Vredesverdrag, de Overeenkomst der 41 artikelen, de Conferentie van Washington, enz., voeren de beperking van den arbeid in, « behoudens uitzondering voor de landen, waar de klimaatgesteldenis, de rudimentaire ontwikkeling van de nijverheidsinrichting of andere bijzondere omstandigheden een merkelijk verschil in de voortbrengst van den arbeid ten gevolge hebben ».

Tot hoeveel misbruiken zal zulke wetgeving niet aanleiding geven, hoeveel toegelaten uitzonderingen, hoeveel uitzonderingen zonder toelating zullen er niet voorkomen, hoeveel bijzondere of zoogezegd bijzondere omstandigheden

zullen de Mogendheden, welke tot deze internationale wetgeving toetreden, doen gelden!

Zullen de beslissingen van de arbeidsconferentie verbindend zijn en welke straf zal de natiën treffen, die aan hare verbintenissen te kort komen? Welke gezag zal de macht hebben om ze te doen naleven?

Ondanks onzen zoo moeilijken toestand, ondanks den afschuwelijken staat waarin onze nijverheid en onze arbeiders zouden verkeeren indien eene crisis moest uitbreken, hebben de vertegenwoordigers van België geene uitzondering noch afwijking gevraagd: de wederopbouw van het land, van zijne nijverheidsbedrijven, zijne spoor- en waterwegen, de volledige stilstand van elken handel en van elk verkeer met het buitenland, enz., schenen de Regeering te moeten aanzetten, een gunstige behandeling aan te vragen; zij heeft niet gemeend het te moeten doen.

Nochtans zijn de natuurlijke toestanden van België ten aanzien van de grondstoffen minder gunstig dan die van de landen, tegen welke het de concurrentie moet voeren; België is eene groote fabriek van omwerking en het kan slechts leven en gedijen dank zij de wetenschap van zijne ingenieurs en de waarde van zijn handenarbeid.

Meermaals, in 1919 en in 1920, heb ik in de Kamer der Volksvertegenwoordigers betoogd, zonder eenige opwerping te hooren, hoe benard, bij de eerste crisis, de toestand van onzen handel en nijverheid zou zijn tegenover de concurrentie van Amerika, Engeland, Frankrijk en zelfs Duitschland; ik heb gewezen op de welvaart, de kracht en den schitterenden financieelen toestand van den handel en de nijverheid der bijzonderste geallieerde landen, waarlegen wij te strijden hebben op de wereldmarkt en welke in staat waren, gedurende den heelen oorlog te arbeiden en een beslagen arbeidersstand te bewaren, hunne uitrusting te volmaken, betrekkingen te onderhouden met hunne buitenlandsche afnemers en groote voorraden op te slaan voor de tijden van crisis.

Is voor ons land het oogenblik gekomen zulk avontuur te wagen?

De Memorie van Toelichting, het verslag der Middenafdeeling behelzen de meening dat het ontwerp minder ten doel heeft den achturedag in te stellen, dan hem te bekrachtigen en algemeen te maken.

De geschiedenis leert ons dat niet het tijdperk, hetwelk op een oorlog volgt, en a fortiori op een langdurigen oorlog, dient in aanmerking te worden genomen, wanneer men over den economischen toestand en behoeften van een land wil oordeelen.

Gedurende vijf jaar werd er weinig voortgebracht; veel werd er vernield, de meeste producten van levensbehoefte zijn schaarsch geworden, vele ontbreken of zijn niet koopbaar: er is een min of meer groot gebrek aan alles, de overvloed heerscht nergens.

Wat geven dan de ko-tende prijs, het loon, de prijs der grondstoffen, vermits de gevraagde verkoopprijs betaald wordt, vermits de koopwaar genomen wordt tegen elken prijs!

Het is onder die voorwaarden dat de achturedag of eene merkelijke vermindering der arbeidsuren werd opgelegd door de vertegenwoordigers der

arbeiders, in onderling overleg met de Regeering die krachtadig hunne eischen steunde, zonder zich te bekommeren om de mogelijke gevolgen voor het land.

De nijveraars, ofschoon hij inzag dat deze eischen niet strookten met de belangen van de Natie, heeft het hoofd moeten buigen voor de macht; de hoofden van de Belgische nijverheid waren daarenboven van meening dat het na een lang tijdperk van ontberingen, verkieslijk is, met het oog op de gezondheid van den arbeider, het werk voorloopig niet te hernemen zooals in 1914: doch, uit wat sedert den wapenstilstand geschiedde, mag men niet afleiden dat een toestand in feite, die slechts kan bestaan wegens de schaarschte en de duurte van alle zaken, moet worden bestendig in eene stramme wet zonder lenigheid, en zelfs uitgebreid tot al de handels- en nijverheidsbedrijven.

Nijveraars hebben vanaf 12 Maart 1919 gevraagd dat eene commissie dit op economisch en nijverheidsgebied ernstig vraagstuk zou onderzoeken vóór dat eene besliste regeling zou worden aangenomen.

Menig verzet werd aangeteekend tegen het ontwerp dat aan de Kamer is voorgelegd; zelfs diegenen, die van meening zijn dat vrijelijk gesloten overeenkomsten tusschen werkgevers en arbeiders, eene wijze en oordeelkundige regeling van den arbeid heel goed aan te nemen zijn, kunnen het beginsel niet goedkeuren van eene draconische wet van acht uren arbeid, alswanneer men niet weet wat de andere landen zullen doen, welk de overeenkomsten van wederkerigheid tusschen de natiën zullen zijn, wat de vredesverdragen zullen bedragen.

Sommigen denken dat, zoo de wetgever zelf een getal werkuren wil bepalen, hij de wet zou moeten steunen op het beginsel, dat de werkgever den arbeider niet mag dwingen meer dan acht uren te werken, doch dat de arbeidsduur verlengd mag worden na onderling overleg van de belanghebbenden. Dit stelsel bestaat in talrijke landen. In Amerika is de achturendag de grondslag voor de berekening van het loon van den arbeider; de overuren worden tegen een verhoogd bedrag betaald; thans werkt men er twaalf uren in talrijke nijverheidsbedrijven.

Zoo de meerderheid van het Parlement te vinden was voor het beginsel der regeling van den arbeid in al de nijverheids- en handelsbedrijven, mag het niet dat het den achturendag bekrachtige door eene wet zonder beperking noch lenigheid; bij de eerste wereldcrisis zou het hooger belang van het land, vooral dit van zijne handarbeiders, de intrekking der wet vergen; zelfs vóór elke crisis zou de vermindering van den uitvoer, die het gevolg van de wet zou zijn, ons berooven van de middelen om ons den onontbeerlijken uitheemschen mondvoorraad aan te schaffen en tevens het land in een onhoudbaren toestand plaatsen.

De vermindering van de arbeidsuren heeft de vermindering van de voortbrenging ten gevolge.

Zij, die dit feit stelselmatig loochenen, schijnen onbekend te zijn met de legendarische dapperheid en eerlijkheid, welke onze handarbeiders steeds aan den dag legden: beweren dat zij in 1920 dezelfde hoeveelheid kunnen voortbrengen in acht uren als in tien uren in 1914, dat is onderstellen dat zij vóór den

oorlog lui en weinig gewetensvol waren, wat volstrekt valsch is : steeds hebben wij eene schitterende hulde gebracht aan de heerlijke eigenschappen van onze handenarbeiders.

Uit de jongste feiten blijkt overigens op afdoende wijze dat de vermindering der arbeidsuren de vermindering van de voortgebrachte hoeveelheid ten gevolge heeft: de tonnenmaat aan Belgische kolen is op het peil van vóór den oorlog teruggekomen, doch, deze gunstige toestand is te wijten, niet aan eene grootere hoofdelijké voortbrenging, wel integendeel, maar aan *eene vermeerdering van het aantal arbeiders*, in de kolenmijnen te werk gesteld.

Het bedraagt in 1920	160,000
Het bedroeg in 1913	145,000
Toeneming van het getal arbeiders	15,000

De dagelijksche voortbrenging per arbeider in de kolenmijnen (onder en boven den grond), welke, in 1913, voor negen uren arbeid 328 kilogram bedroeg, is gedaald in Januari 1920, voor acht uren arbeid, op 462 kilogram, hetzij eene vermindering van 66 kilogram of 12 1/2 ten honderd.

Artikel 2, § 4, van het wetsontwerp verergert nog merkelyk den tegenwoordigen toestand : « Wat aangaat de ondergrondse werken in de steenkoolmijnen, wordt de arbeidsduur beperkt tot acht uur, in- en *uitvaart* inbegrepen. »

De wet van 31 December 1909, artikel 2, rekent het ophalen van de werklieden niet in den arbeidsdag : het ontwerp brengt dus eene nieuwe vermindering mee van den aanwezigheidsduur in de mijn, welke uitsluitend den werkelijken arbeid zal treffen : de meest optimistische berekeningen laten eene vermindering voorzien van 12 tot 13 t. h. der voortbrenging en eene merkelyke verhooging van den kostenden prijs en van den verkoopprijs. Door zulk voorstel goed te keuren, moet het Parlement zich niet verhelen dat het uit vrijen wil eene nieuwe en merkelyke verhooging van den levensprijs zal invoeren.

In de weefnijverheid stijgt de voortbrenging per uur ook niet naar evenredigheid van de vermeerdering der arbeidsuren : de spinner of wever is gedwongen de voortbrengende kracht van de machine te volgen en, wanneer de snelheid er van verhoogd wordt, dan lijdt de hoedanigheid van de voortbrengst er onder : elke vermindering van de arbeidsuren heeft eene vermindering van de voortbrengst ten gevolge.

Uit nauwkeurige, van verscheidene zijden ingewonnen inlichtingen blijkt dat over 't algemeen, in de groote metaalnijverheid, de voortbrenging per uur en per arbeider niet gestegen is ten gevolge van de vermindering van het getal arbeidsuren ; de geheele voortbrenging per arbeider is bijgevolg gedaald en eene zelfde voortbrenging kon slechts geleverd worden door een veel grooter aantal arbeiders ; wanneer het niet mogelijk was zich deze belangrijke vermeerdering van het getal arbeiders aan te schaffen, nam de vroegere voortbrenging van de fabriek merkelyk af.

In de gewone gieterijen en in de staalgieterijen, in de mechanische nagelfabrieken, de spiegelglasfabrieken, bij de bouwers van motorwagens, locomo-

tieven en wagens enz., is de voortbrenging per uur ook volstrekt niet gestegen sedert de toepassing van den achturedag krachtens de overeenkomsten. Over het algemeen, nam de voortbrenging per arbeider af met 18 tot 30 % m. a. w. naar evenredigheid van de vermindering van den arbeidsduur.

In meest al die fabrieken, evenals in de zware metaalnijverheid en in strijd met wat zich in de kolenmijnen voordeed, kan het getal arbeiders over 't algemeen niet merklijk verhoogd worden wegens het gebrek van handenarbeiders: deze fabrieken mogen dus slechts hopen hun vroeger voortbrengingsvermogen te hervatten, wanneer hun personeel 150 t. h. meer zal bedragen dan dit van vóór den oorlog!

Een ernstig onderzoek zou dezen toestand, waarvan men allicht de belangrijkheid in nationaal opzicht zal vatten, onmiddellijk kunnen doen vaststellen.

Men zou de Belgische voortbrenging niet moeten doen afnemen, maar doen toenemen.

Na de vreeselijke crisis, welke Europa heeft doorworsteld, zullen lange jaren arbeid en voortbrenging noodig zijn om den vroegeren toestand te doen herleven.

De Regeering, in den schoot van de Wetgevende Kamers en zelfs daarbuiten, in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, verkondigt deze waarheid « dat enkel eene intensieve voortbrenging ons van de plaag van het dure leven kan bevrijden ». En zij dient een wetsontwerp in, waarvan het zeker gevolg — de feiten bewijzen het heden — eene merklijke vermindering van de voortbrenging zijn zal.

Het volstaat niet, te Brussel, te Luik, te Nijvel en op andere plaatsen te gaan verkondigen dat de toestand en de toekomst van België eene intensieve voortbrenging, eene overvoortbrenging eischen, dat de uitvoer der Belgische producten zijnen normalen loop dient te hervamen om de voeding van het land te verzekeren; men moet den noodigen moed en de noodige krachtadigheid hebben om aan de Belgen te zeggen dat de arbeid alleen hen kan redden, dat daartoe een krachtadige poging moet worden gedaan en dat de welten strekkende tot beperking van 's menschen vrijheid, door de producten nog schaarscher en duurder te maken, ten gevolge zullen hebben, de plaag van het dure leven in stand te houden en zelfs te verergeren.

Aan den Hoogen Handels- en Nijverheidsraad werd reeds door de Regeering, enkele jaren vóór den oorlog, een wetsontwerp medegedeeld, dat den arbeidsduur der volwassenen beperkte.

De Raad ging tot een algemeen onderzoek in het land over; dit onderzoek was buitengewoon belangwekkend en leerrijk.

De samenvatting van het algemeen verslag luidt: « De beperking van den » arbeidsdag der volwassenen zou een noodlottige maatregel zijn voor de » belangen van het geheele land, van de wetgevers en werknemers ».

Nergens vonden wij de weerlegging van dit verslag, waarvan de besluiten ongedeerd blijven.

Het is niet zonder nut hieromtrent in herinnering te brengen dat de arbeidsdagen achtereenvolgens werden verminderd, dank zij vooral eene betere regeling van den arbeid, de verbeteringen van machines en uitrusting, waarvan het gebruik vaak bij de arbeiders verzet heeft uitgelokt.

De vermindering van de arbeidsuren is een vooruitgang, waarnaar al de menschen van goeden wil steeds gestreefd hebben en moeten streven, maar zij houdt nauwen tred met handels- en economische vraagstukken, welke van het hoogste belang zijn.

Kan België met zijne tegenwoordige bevolking leven, zoo het zijne voortbrenging en bijgevolg zijnen uitvoer vermindert?

België is een bij uitstek nijverheidsland; de producten van zijnen bodem laten toe, slechts een vierde van zijne tegenwoordige bevolking te voeden. Het overige van het voedsel, dat de Belgen behoeven, komt uit het buitenland; de ruiling van bijna alles wat ingevoerd wordt, geschiedt tegen ruwe, half verwerkte of verwerkte belgische produkten: zonder de nijverheid en den uitvoerhandel zouden de meeste Belgen gedoemd zijn van honger te sterven of uit te wijken!

Herhaaldelijk reeds gaf ik lucht aan mijne vrees, wat betreft 's Lands voeding; ik blijf bij de meening, dat de voortbrenging en de uitvoer ten minste de tonnenmaat van vóór den oorlog moeten bereiken en dat, zoo men niet tot dien uitslag komt, het bestaan van het land gevaar loopt.

Alvorens de voortbrenging en, als gevolg daarvan, den uitvoer te verminderen, dient men te weten welke hoeveelheid producten wij moeten uitvoeren om van het buitenland ons dagelijksch brood te bekomen.

Op 12 Februari 1920 had de Regeering aan de Kamer aangekondigd, als gevolg op mijne vraag om uitlegging dd. 3 Februari, « dat zij eene Commissie » zou samenstellen uit vertegenwoordigers van het Parlement en van het » Bestuur, uit economisten, nijveraars, handelaars en arbeiders, welke Commissie voor opdracht zal hebben den economischen toestand van België te » onderzoeken wat betreft voortbrenging en verbruik en de vereischten na te » gaan, waaraan zij moeten voldoen om in de behoeften van het land te » voorzien ».

De Commissie werd nog niet ingesteld. Het ware nochtans van het hoogste belang, dat bevoegde mannen belast werden met het onderzoek van dit ernstige vraagstuk; er zijn des te meer redenen om den economischen toestand van België na te gaan, daar de invoer zelfs van vervaardigde producten fabelachtig hooge cijfers bereikt, welke hoegenaamd niet opwegen tegen onzen uitvoer wegens een tekort van voortbrenging: men mag het tekort van onze handelsbalans voor 1920 ramen op eene som van twee milliarden en half tot drie milliarden.

In 1919 en in den loop van de Kamersvergadering van 3 Februari, 23 en 29 April 1920, heb ik de zeer ernstige vrees uitgedrukt, welke de tegenwoordige economische toestand van het land bij mij verwekt en welke gedeeltelijk het gevolg is van het tekort der voortbrenging.

Ik heb namelijk eene formule van overvoortbrenging aangegeven, welke even voordeelig is voor de arbeiders, die hooge bijkomende loonen voor het overwerk zouden trekken, als voor de belangen van de Schatkist, welke aanzienlijke sommen uit hoofde van overvoortbrenging zou innen.

Ik meen de bewijsvoering van de Memorie van Toelichting en van de meer-

derheid der Middenafdeeling te hebben weerlegd, zonder echter op enkele beweringen van den verslaggever te willen antwoorden; het vraagstuk, dat het Parlement zal te onderzoeken hebben, is van louter economischen aard en tot dit gebied moet de bespreking beperkt blijven.

Het ware onontbeerlijk dat de Regeering onverwijld overginge tot de instelling van de Commissie, belast met het onderzoek van den economischen toestand van België voor wat betreft de voortbrenging en het verbruik; hare werkzaamheden zouden ongemeen nuttig zijn voor onze beraadslagingen in den schoot van het Parlement, dat, beter voorgelicht dan het nu is, voorzeker aarzelen zou zijne goedkeuring te hechten aan een wetsontwerp dat noodlottig is voor de hoogere belangen van het land.

De Verslaggever,

I. DELVIGNE.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

derheid der Middenafdeeling te hebben weerlegd, zonder echter op enkele beweringen van den verslaggever te willen antwoorden; het vraagstuk, dat het Parlement zal te onderzoeken hebben, is van louter economischen aard en tot dit gebied moet de bespreking beperkt blijven.

Het ware onontbeerlijk dat de Regeering onverwijld overginge tot de instelling van de Commissie, belast met het onderzoek van den economischen toestand van België voor wat betreft de voortbrenging en het verbruik; hare werkzaamheden zouden ongemeen nuttig zijn voor onze beraadslagingen in den schoot van het Parlement, dat, beter voorgelicht dan het nu is, voorzeker aarzelen zou zijne goedkeuring te hechten aan een wetsontwerp dat noodlottig is voor de hoogere belangen van het land.

* * *

Op de beschouwingen, uiteengezet in de nota van de minderheid, welke geschreven werd door den heer Van Hoegaerden, werd reeds geantwoord zoolwel in de Memorie van Toelichting als in bovenstaande verslag. De zienswijze van de leden der meerderheid van de Middenafdeeling werd daardoor hoegenaamd niet gewijzigd.

Wij stellen bijgevolg aan de Kamer voor het haar voorgelegd ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
I. DELVIGNE.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.

14
58

**Amendements
présentés par la Section centrale.**

ARTICLE PREMIER.

Remplacer le 13° et les 4 alinéas immédiatement subséquents par le texte suivant :

13° *Les ouvriers et employés des entreprises commerciales.*

14° *Les magasins de détail.*

En outre, le Roi pourra rendre la présente loi applicable, soit purement et simplement, soit moyennant certains tempéraments, aux hôtels, restaurants et débits de boissons.

ART. 2.

Au 1° supprimer les mots : « ou de surveillance ».

ART. 7.

Remplacer le dernier alinéa par le texte ci-dessous :

L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de 25 heures dans le cours d'une année.

ART. 4.

Ajouter à l'article :

Le chef d'entreprise assurera par alternance aux ouvriers astreints à 56 heures de travail par semaine un congé compensatoire de 21 jours pleins par an.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

N° 13° en de vier daarop volgende alinea's te vervangen door den folgenden tekst :

13° *De werklieden en de bedienden der handelsbedrijven;*

14° *De winkelbedrijven.*

Bovendien kan de Koning deze wet toepasselijk maken, hetzij ongewijzigd, hetzij met sommige verzachtingen, op de hotels, spijshuizen en dranksluiterijen.

ART. 2.

In n° 1° het woord : « toezicht » te doen wegvallen.

ART. 7.

De slotalinea te vervangen door den folgenden tekst :

Bedoelde machtiging kan niet langer verleend worden dan voor 25 uren in den loop van een jaar.

ART. 4.

Aan dit artikel toe te voegen :

Aan de werklieden, die verplicht zijn 56 uren per week te arbeiden, verleent het bedrijfshoofd beurtelings en ter vergelding een verlof van 21 volle dagen per jaar.

ART. 10.

Ajouter à l'article :

Pour tout ouvrier tenu à deux heures supplémentaires de présence par jour, en vue d'effectuer des travaux préparatoires ou complémentaires, le chef d'entreprise établira un congé compensatoire de 21 jours pleins par an.

ART. 13.

Ajouter au 2^e alinéa :

Pour les deux premières heures supplémentaires et de 50 % pour les heures supplémentaires suivantes.

Le travail du dimanche sera payé avec 100 % de majoration sur les taux ordinaires.

Ajouter au 1^{er} alinéa, les mots :

Journalier acquis.

ART. 14.

Remplacer l'expression :
« deux mois » par « un mois ».

ART. 15.

Ajouter après le 4^e alinéa :

La loi sur la journée de huit heures ou la semaine de 48 heures sera obligatoirement affichée à côté de l'avis dont il est question ci-dessus.

ART. 17.

Ajouter à l'article :

La loi sur la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures

ART. 10.

Aan dit artikel toe te voegen :

Aan elken werkman, die gedurende twee overuren per dag aanwezig moet zijn ten einde voorbereidende of aanvullende werken te verrichten, verleent het bedrijfshoofd ter vergelding een verlof van 21 volle dagen per jaar.

ART. 13.

Aan lid 2 toe te voegen :

... voor de eerste twee overuren en 50 t. h. voor de volgende overuren.

Voor het Zondagswerk wordt het gewoon loon verhoogd met 100 t. h.

In lid 1, het woord : « loonsvermindering » **te vervangen door de woorden :** « eene vermindering van het verkregen dagloon ».

ART. 14

De woorden : « twee maanden » **te vervangen door :** « éénemaand ».

ART. 15.

Na lid 4 toe te voegen :

De wet op den achturedag of op de acht-en-veertig-urenweek moet nevens bedoeld bericht aangeplakt worden.

ART. 17.

Aan dit artikel toe te voegen :

De wet op den achturedag of op de acht-en-veertig-urenweek moet ne-

sera obligatoirement affichée à côté du règlement d'atelier. | *vens het werkplaatsreglement aangeplakt worden.*

ART. 20.

Remplacer les mots : « 100 francs » **par** « 200 francs » **et ajouter :** « ou huit jours à un mois de prison ».

Remplacer « 1,000 » **par** « 2,000 ».

ART. 21.

Remplacer les mots « 100 francs » **par** « 200 francs » **et ajouter :** « ou huit jours à un mois de prison ».

ART. 22.

Remplacer les mots : « 100 francs » **par** « 200 francs » **et ajouter :** « ou huit jours à un mois de prison ».

ART. 25.

Remplacer : « une année » **par** « trois années ».

ART. 20.

De woorden : « 100 frank » **te vervangen door :** « 200 frank » **en toe te voegen :** « of eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand. »

Het woord : « 1,000 » **te vervangen door :** « 2,000. »

ART. 21.

De woorden : « 100 frank » **te vervangen door :** « 200 frank » **en toe te voegen :** « of eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand ».

ART. 22.

De woorden : « 100 frank » **te vervangen door :** « 200 frank » **en toe te voegen :** « of eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand ».

ART. 25.

De woorden : « een vol jaar » **te vervangen door :** « drie volle jaren ».

